

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Du sel sur des plaies à vif: comment certains pays tirent parti des faiblesses du Liban au profit de leurs propres intérêts

par Karin Leukefeld, Bonn et Damas

Le 4 août 2020, l'explosion a tué plus de 200 personnes à Beyrouth, causant des milliers de blessés. Des centaines de personnes sont toujours portées disparues, des dizaines de milliers de gens ont perdu leur domicile, leur entreprise et leurs moyens de subsistance. Un nombre plus grand d'entre eux encore se trouve confronté à des destructions, parfois importantes, ayant touché leurs maisons et leurs appartements à la suite de la massive onde de choc tandis que seuls quelques très rares individus ont les moyens d'entreprendre les réparations nécessaires.

Depuis l'automne 2019, l'économie libanaise se trouve prise dans une spirale descendante, entraînant avec elle la livre libanaise à la baisse. Cette évolution est due à des décennies de mauvaise gestion et de corruption de la part des élites claniques au pouvoir. A cela s'ajoutent les mesures de coercition et les sanctions économiques exponentielles qui touchent le secteur économique et financier, au travers desquelles l'Union européenne et les Etats-Unis veulent isoler et briser politiquement la Syrie. Elles affectent le Liban et tous les états de la région qui sont étroitement liés à ce pays sur le plan économique.

Avant même l'explosion du port de Beyrouth, de nombreux Libanais avaient perdu leur emploi et donc leurs économies. Des dizaines de milliers de personnes ignorent comment elles vont pouvoir se nourrir, elles et leurs familles. Depuis mars, le Liban souffre d'une augmentation exponentielle des infections par le Covid-19. Le pays a été soumis à un confinement strict incluant la fermeture d'écoles et d'universités, de magasins, d'entreprises et d'ateliers. L'aéroport de Beyrouth – après le port de Beyrouth, il s'agit là de la deuxième porte d'accès au monde extérieur pour le Pays du Cèdre – est resté fermé pendant trois mois. Le système sanitaire avait déjà atteint ses limites, même avant l'explosion du port de Beyrouth. Les cliniques doivent, à présent, faire face à un nombre croissant de victimes.

En plus des Libanais, plus d'un million de réfugiés syriens – 40 d'entre eux ont perdu la



Beyrouth avant l'explosion. A gauche, l'entrepôt concerné. (Photo mad)

vie lors de l'explosion du port – ont également été touchés. Il faut en outre tenir compte des réfugiés palestiniens qui, depuis les diverses guerres suivies de leur expulsion en 1948, 1967 et 1973, sont à la dérive et errent, en quête de protection dans tout le Levant. L'UNRWA, l'organisation des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens, avance officiellement un chiffre de 200 000 Palestiniens dont elle aurait la charge au Liban. En réalité ce chiffre devrait se situer autour de 500 000 si l'on y inclut les Palestiniens qui se sont échappés d'Irak en 2003 lors de l'invasion des troupes américaines ainsi que ceux qui ont fui la Syrie en 2012, lorsque les djihadistes qui voulaient renverser le gouvernement de Damas n'ont pas non plus interrompu leurs destructions devant les camps palestiniens de Yarmouk, de Daraa, d'Alep et d'autres endroits.

Au Liban, cette grave crise économique et financière va de pair avec une crise politique massive qui mène au chaos social et crée des factions rivales et par contrecoup, génère à son tour une ère de soupçons, de concurrence et de luttes de pouvoir.

Une enquête internationale pour faire pression

Les incendies dans le port de Beyrouth n'étaient même pas encore totalement éteints, et on n'avait pas encore fini le décompte des morts qu'Amnesty International et Human Rights Watch réclamaient une enquête internationale sur les explosions.

Le mouvement de protestation a repris ses revendications, les anciens fronts ayant rapidement refait surface. Les anciennes élites et les clans, des chrétiens aux druzes et aux musulmans, ont repris la réclamation émise par les organismes occidentaux de défense des droits de l'homme et se sont tournés vers leurs sponsors en France, en Allemagne et aux Etats-Unis pour obtenir de l'aide.

Le Premier ministre intérimaire, M. Hassan Diab, ainsi que le Président, M. Michel Aoun, ont rejeté toute ingérence internationale annonçant que le Liban solliciterait un soutien mais soumettrait lui-même un rapport d'enquête.

La réaction de la «rue» a été rapide: on a pris d'assaut les ministères, on a érigé des potences et on y a symboliquement pendu certains politiciens. Le gouvernement a démissionné et a annoncé de nouvelles élections tandis que de violentes manifestations ont revendiqué un renouvellement complet et – comme Amnesty et Human Rights Watch – une enquête internationale pour déterminer les responsables des explosions.

Le déroulement des événements, comme l'on peut le suivre sur vidéo, a montré une première colonne de fumée au-dessus du port, ce qui indiquait un incendie non loin du volumineux silo à grains. Des étincelles ont jailli, faisant penser à des munitions ou des feux d'artifice qui auraient pris feu. Mais brusquement un énorme nuage blanc et sphérique s'est propagé et en son milieu a jailli une énorme explosion. Puis une colonne de fumée brun-rose-rouge-orange s'est élevée dans le ciel. Une énorme onde de choc a suivi environ dix secondes plus tard.

Depuis le premier jour, des spéculations circulent sur la façon dont l'explosion a bien pu se produire. Certaines personnes sont convaincues que l'explosion a été causée non pas par le petit incendie initial mais par un impact externe. Plusieurs Libanais ont affirmé avoir vu des avions au-dessus du port avant l'explosion. Certains ont même affirmé avoir vu des roquettes lancées sur le lieu de l'incendie. D'autres encore se sont demandé ce qui avait pu déclencher le premier incendie et ce qui avait produit la première explosion. Un interlocuteur a déclaré que la deuxième explosion aurait également pu être causée par un tir horizontal de fusée, par exemple par un tir sous-marin visant l'incendie déjà en cours.

Il y a aussi d'autres considérations allant dans le sens de la possibilité qu'un explosif ait pu être déclenché par une fusée à retardement ou par une mise à feu à distance.

Immédiatement après l'explosion, Israël s'est cru contraint de faire une déclaration à ce sujet. Cette explosion n'a pas été le fait d'Israël, a déclaré un «fonctionnaire» non nommé selon la journaliste israélienne Gili Cohen.

«Toutes les explosions se produisant au Moyen-Orient ne sont pas forcément en rapport avec nous», poursuit le message. Ceci est la formule habituelle, généralement adoptée en faveur de la défense d'Israël, «pour expliquer les choses». Le ministre israélien de la défense, Gabi Ashkenazi, ancien chef des forces armées israéliennes, a déclaré le soir même sur la chaîne de télévision Keshet 12 qu'il s'agissait probablement d'un «accident».

On peut supposer que les services secrets venus des quatre points cardinaux circulaient et continuent à circuler au Liban et qu'ils ont cherché et trouvé officiellement et officieusement le moyen d'établir des contacts avec l'armée et les milieux de la sécurité en échange de pots-de-vin. La cargaison dangereuse avait été signalée à plu-

sieurs reprises, et cela n'aurait pas dû échapper à l'attention des milieux des services secrets. Ce laps de temps aurait été largement suffisant pour élaborer toutes sortes de schémas afin de disposer des matériaux dangereux.

Serait-il également possible que l'explosion ait concerné moins que les 2750 tonnes de nitrate d'ammonium? En raison du fait que des centaines de tonnes pourraient déjà avoir trouvé leur chemin vers la guerre en Syrie via des trajectoires éprouvées de contrebande? Et ce contre rétribution?

On peut en outre se poser la question de savoir pourquoi, en 2013, un navire manifestement hors d'état de naviguer a pris la mer pour importer une telle quantité de matériel explosif au Mozambique? Et pourquoi le navire a fait escale au port de Beyrouth et non au port de Mersin, dans le sud de la Turquie? Pourquoi le navire est-il resté pendant si longtemps stationné telle une «bombe à retardement» dans le port de Beyrouth, où est passé l'armateur, pourquoi pendant si longtemps il n'y a pas eu d'enquête sur les incidents tournant autour de ce navire? Il y a encore bien davantage de questions attendant la réponse.

Le Hezbollah, bouc émissaire

Pendant ce temps, ceux qui y trouvent leur intérêt répandent leurs propres explications. Tout d'abord Israël, qui s'efforce actuellement de renforcer ou de mettre fin au mandat de l'Unifil, la mission de maintien de la paix des Nations unies le long de la frontière israélo-libanaise. Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et Gabi Ashkenazi, ministre de la Défense, ont affirmé, il y a quelques jours, que le Hezbollah se trouvait derrière l'explosion. «Pour éviter des catastrophes comme celle du port de Beyrouth, nous devons confisquer les explosifs et les roquettes que le Hezbollah a dissimulés dans les centres urbains libanais», a déclaré M. Netanyahu selon le «Jerusalem Post».

Dans le cas où on ne renforcerait pas, dans ce but, la mission de l'Unifil, l'armée israélienne devait être autorisée à opérer sur le territoire libanais pour détecter les caches d'armes du Hezbollah. M. Ashkenazi a fait venir douze ambassadeurs du Conseil de sécurité de l'ONU à la frontière libanaise pour souligner les préoccupations d'Israël: «Israël ne peut pas rester inactif face aux tentatives du Hezbollah d'attaquer la souveraineté israélienne et ses citoyens», aurait dit M. Ashkenazi.

«Le Hezbollah opère dans les zones urbaines et peuplées et utilise les citoyens libanais comme boucliers humains. C'est ce que nous avons pu voir lors du malheureux incident de la semaine dernière, au cours duquel des centaines de civils libanais innocents ont été blessés», a déclaré le ministre de la défense. A l'évidence, l'explosion dans le port de Beyrouth était intentionnelle.

A Paris, lors d'un débat à l'Assemblée nationale sur le statut de la Palestine, le député européen français, M. Meyer Habib, a prononcé un discours. Le politicien allemand de la CDU, Elmar Brock, a saisi la balle au bond et, dans une interview à la radio Deutschlandfunk, a exprimé sa conviction que le Hezbollah «a stocké ces produits chimiques à cet endroit précis parce qu'il (le Hezbollah, mais aussi l'Iran) les a utilisés par le passé afin de préparer des explosifs destinés à des attentats».



ef. Karin Leukefeld, journaliste freelance, est née à Stuttgart en 1954 et a étudié l'ethnologie, l'islam et les sciences politiques. Depuis l'année 2000, elle réalise des reportages sur le Proche et le Moyen-Orient pour des quotidiens et des hebdomadaires ainsi que pour la radio ARD. En 2010, elle est devenue journaliste accréditée en Syrie et depuis lors elle fournit des informations sur le conflit syrien directement depuis le terrain. Depuis le début de la guerre en 2011, elle fait la navette entre Damas, Beyrouth et d'autres endroits du monde arabe et son lieu de résidence, à Bonn. Elle a publié de nombreux livres, dont «Syrien zwischen Schatten und Licht: Menschen erzählen von ihrem zerrissenen Land» (La Syrie entre ombre et lumière – Histoire et récits de 1916 à 2016. Le pays dévasté raconté par ses habitants, 2016, Rotpunkt Verlag Zürich); «Flächenbrand. Syrien, Irak, die Arabische Welt und der Islamische Staat» (L'embrassement: la Syrie, l'Irak, le monde arabe et l'Etat islamique, 2015, 3^e édition révisée 2017, PapyRossa Verlag Köln). Elle publiera prochainement «In the Eye of the Hurricane: Syria, the Middle East and the Emergence of a New World Order» (Dans l'œil du cyclone: la Syrie, le Moyen-Orient et l'émergence d'un nouvel ordre mondial, 2020, PapyRossa Verlag Köln).

Il est fondamental de mettre fin à la politique deux poids deux mesures

Réflexions sur une approche différente en géopolitique

par Karl-Jürgen Müller

Dans nos médias nous pouvons beaucoup lire sur la défaillance morale dans la politique mondiale. Il est flagrant de constater à quel point les commentateurs lient souvent leurs analyses à des faits rapportés ayant des «conséquences» tandis qu'ils font abstraction d'autres faits, non moins critiquables du point de vue de la morale politique. Ainsi les citoyens trèbuchent souvent sur le double standards en politique. Par cette pratique, les politiciens ainsi que les commentateurs dans nos médias perdent leur crédibilité, tout en affichant un point de vue moral. Cela conduit à une attitude pleine d'ambiguïtés.

Actuellement, deux endroits du monde font l'objet d'une attention particulière: le Belarus et le Liban.

Des élections présidentielles ont eu lieu au Belarus il y a un peu plus de trois semaines. On prétend que les résultats officiels des élections ont été falsifiés. Des protestations ont eu lieu après l'annonce des résultats des élections et, après les premières protestations, une première intervention de la police, partiellement violente. Les protestations se poursuivent encore aujourd'hui. L'UE a décidé de sanctions ne reconnaissant pas les résultats des élections. A l'heure actuelle, des «analyses» et des commentaires sur la situation en Biélorussie se suivent au rythme quasiment quotidien, souvent accompagnés de l'appel urgent à un changement de gouvernement. «Les jours de Loukachenko sont comptés», titre la une de la «Neue Zürcher Zeitung» du 22 août 2020.

Biélorussie et Liban

Dans la capitale du Liban, Beyrouth, des entrepôts d'envergure, stockant une substance hautement dangereuse, ont explosé dévastant tout un quartier de la ville. De nombreuses personnes ont été tuées et blessées, 300 000 personnes seraient sans abri. Bien qu'on ne sache pas encore exactement comment l'explosion massive s'est produite ni même si l'éventualité d'un bombardement de missiles peut être encore exclue, nos médias et nos décideurs politiques ont très vite convenu que cette explosion, ainsi que les protestations massives et permanentes dans le pays, relevaient de la responsabilité des partis et des hommes politiques du pays. Maintenant, «l'Occident», selon un célèbre quotidien suisse, doit «aider le Liban». Le président français Emmanuel Macron, président de l'ancienne puissance coloniale, s'est déjà rendu à Beyrouth. Il en va de même pour le ministre allemand des affaires étrangères, Heiko Maas. Il a exigé des «réformes» conditionnant toute «aide».

Il ne s'agit pas de répondre à la question de ce qui se passe réellement au Belarus ou au Liban. Dans ce contexte, on pourrait aussi nommer d'autres pays. Le fait c'est que «notre» politique et «nos» médias se trouvent, depuis longtemps, en désaccord avec ces deux pays. En règle générale, pour l'expliquer, on recourt à une sorte d'irritation politique et

morale. Par contre, face à la Biélorussie, par exemple, de nombreux éléments indiquent comment la version selon laquelle il s'agirait là d'un peuple épris de liberté qui se rebelle contre un dictateur inhumain est trop restreinte.

Mais l'Inde aussi bien que ...

La question de l'honnêteté de l'argumentation politico-morale se pose, avec davantage d'acuité même, lorsque l'on examine d'autres lieux des affaires du monde. Des endroits où personne parmi «nous» ne pense à demander des «réformes», des changements de gouvernement, des sanctions ou même une «intervention humanitaire». Prenons l'exemple de l'Inde: le 5 août 2020, la «Neue Zürcher Zeitung» titra: «Une trahison du Cachemire». Le sous-titre se lit comme suit: «Le gouvernement indien veut utiliser la force pour faire plier les musulmans de la région himalayenne» L'article cite quatre Cachemiriens concernés, présentant le contexte en ces termes: «Il y a un an, le gouvernement indien a étonnamment révoqué le statut spécial de l'Etat de Jammu-et-Cachemire. Depuis lors, la population musulmane de la haute vallée du Cachemire vit en état d'urgence. Certains des hommes politiques les plus importants de la région himalayenne se trouvent toujours en détention ou en résidence surveillée, parmi eux l'ancienne cheffe du gouvernement, Mehbooba Mufti».

Le lecteur apprend également l'instauration d'un couvre-feu pendant un mois, la coupure d'Internet par l'Etat indien, à la veille du changement de statut de l'Etat et que, jusqu'à présent, 118 «insurgés» ont été tués par les forces de sécurité indiennes (armée et police). 13 000 des citoyens arrêtés depuis août 2019 se trouveraient toujours en prison. A la fin de l'article, une journaliste de 29 ans est citée: «Nous, les journalistes du Cachemire, travaillons dans des conditions incroyablement difficiles depuis un an. [...] J'ai passé beaucoup de temps à réfléchir à ce que j'ose écrire et ce que j'omet. Nous sommes constamment surveillés, nous sommes en danger permanent. [...] Je pèse mes mots et mes pensées et je pratique parfois l'autocensure. Je pense qu'il est important d'être libre et non pas emprisonnée. Ce n'est qu'ainsi que je pourrais continuer à diffuser les destins que le monde doit connaître sur le Cachemire. C'est pour cela que j'ai besoin d'être à jour et de me trouver à l'extérieur, dans le monde, et non pas de languir en prison.»

... et le Proche-Orient

Deuxième exemple: au Moyen-Orient, en août 2020, l'auteur irlandais Colum McCann, vivant à New York, a publié un roman de non-fiction sur un Israélien et un Palestinien, édité par la célèbre maison d'édition Rowohlt, en traduction allemande.¹ L'Israélien et le Palestinien ont tous deux perdu leurs filles, l'une âgée de 14, l'autre de 10 ans, dans un acte de violence: l'Israéliens par un coup de kamikazes palestiniens, le Palestinien lors d'une mission de la

police israélienne en Cisjordanie. En dépit de ces coups tragiques, les deux pères n'ont pas cédé à la haine et à la vengeance, tous les deux travaillant dans le mouvement de paix israélo-palestinien. Le livre a pour titre «Apeirogon». Le mot grec désigne, en géométrie, une surface dont les côtés sont presque infinis. Dans sa préface, l'auteur écrit: «Les lecteurs qui connaissent la situation politique en Israël et dans les territoires palestiniens constateront que les deux forces motrices de ce roman, Bassam Aramin et Rami Elhanan, sont des personnes réelles. Par réel, j'entends que leurs histoires – ainsi que celles de leurs filles Abir Aramin et Smadar Elhanan – sont largement documentées dans les films et la presse.»

Le Palestinien Bassam Aramin, comme le lecteur l'apprend très tôt dans le roman, a passé sept ans dans une prison israélienne alors qu'il était adolescent et jeune homme, ayant été étiqueté de «terroriste». A la page 35, on en lit: «Ses codétenus appréciaient son calme. Il y avait quelque chose de mystérieux chez ce jeune homme de dix-sept ans à la mobilité réduite, sa peau sombre, sa force de caractère, son silence. Il était toujours le premier à s'avancer lorsque les gardes entraient dans la cantine. Le fait de boîter lui donnait un avantage. Le premier ou les deux premiers coups de bâton s'effectuaient presque avec hésitation. Souvent, il était le seul prisonnier à tenir debout. Bassam passait de nombreuses semaines à l'infirmerie. Les médecins et les infirmières étaient pires que les gardiens, leurs frustration se faisant sentir. Ils le poussaient, ils le battaient, lui rasant la barbe, lui refusant les médicaments, écartant son eau hors de sa portée. Les aides-soignants druzes étaient d'une cruauté particulière, connaissaient l'attitude des musulmans face au corps nu, leur sentiment de honte. Ils lui enlevaient donc ses vêtements et sa literie, lui attachant les mains derrière le dos pour qu'il ne puisse pas se couvrir.» ... et ainsi de suite, et ainsi de suite.

Pourquoi donc pratiquer la politique deux poids deux mesures?

La rigueur intrinsèque à tout principe d'impartialité implique qu'il ne saurait y avoir une inégalité de traitement, dans des situations analogues. En effet ce qui vaut pour le Belarus et le Liban doit également valoir pour l'Inde et Israël. L'auteur de ces lignes ne connaît pas les circonstances et les contextes exacts – d'ailleurs, l'exemple illustrant les tensions entre Israël et la Palestine est «seulement» tiré d'un roman. Mais comme on vient de le constater au début de ces réflexions: où sont les commentaires, dans «nos» médias ou dans «notre» politique, à exiger le changement de gouvernement en Inde ou en Israël ou, au moins, de revendiquer que l'on prenne des «mesures» à l'encontre de ces deux pays? Comment expliquer cette duplicité évidente?

Ce qui est certain, c'est que l'argumentation politico-morale est pourvue de lacunes apparentes. Ce qui est considéré comme moralement répréhensible, dans un cas, est rapporté et décrit, dans l'autre, avec autant de détails, il est vrai. Mais l'un de ces récits est suivi de l'appel moral d'en passer à des «conséquences», tandis qu'il fait totalement défaut dans l'autre. On est donc contraint de parler de «deux poids deux mesures» et de nourrir le doute si l'on a affaire, en réalité, de «valeurs» et de morale ou à quelque chose de complètement différent.

La perte de crédibilité

Tout aussi important est la question des conséquences de ces «deux poids deux mesures». Il y a des gens – et ce ne sont pas les pires – qui en concluent que «notre» politique aurait perdu toute crédibilité. La conclusion n'est point déraisonnable, aboutissant pourtant à de graves conséquences. La coexistence sociale au-delà d'un Etat de pouvoir totalitaire exige une confiance mutuelle, la «bonne foi» les uns envers les autres. «La confiance est bonne, le contrôle est meilleur», ce dicton n'est certes pas sans justification dans certains domaines, mais pour une bonne coexistence, il est ambivalent. Ce n'est pas ainsi que l'on crée la paix durable, ni à l'intérieur d'un Etat ni dans ses relations internationales.

Des choses étranges se passent – non par hasard

Il y en a qui se trouvent surpris par les revendications et les demandes irréalistes, formulées par exemple lors des manifestations (de masse, comme récemment à Berlin) contre les mesures gouvernementales de la lutte contre la pandémie de Covid-19, durant depuis des semaines et sous la devise des participants à la manifestation, complètement déplacée, sollicitant leur «droit de résistance». Il ne faut pourtant pas trop s'en étonner. «Nos» hommes et femmes politiques ainsi que «nos» médias ont eux-mêmes beaucoup contribué au fait qu'ils aient perdu beaucoup de crédibilité. Le dicton: «Les menteurs ne gagnent qu'une chose. C'est de ne pas être crus, même lorsqu'ils disent la vérité.» Il date de 2000 ans, ayant été attribué à un esclave romain libéré par l'empereur Auguste. Aujourd'hui encore, son message est resté intacte – se trouvant, de nos jours, souvent attribué aux politiciens qui mènent la danse.

Faut-il en conclure que «nos» politiciens et «nos» médias devraient, à l'avenir, ériger la norme morale? Ce serait une conclusion erronée. Il serait préférable d'aborder la question de la moralité de manière beaucoup plus modeste, plus modérée aussi. En parlant de moralité, il ne serait pas mauvais du tout de commencer, si tant est qu'il faille le faire, par soi-même. Et, conclusion probablement plus utile même: ne plus commettre, à l'avenir, les erreurs qui ont été commises et reconnues comme telles.

Suite page 4

«Du sel sur les plaies à vif: ...»

suite de la page 1

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, l'avait déjà clairement énoncé dans son discours public du 7 août: «Dans le port de Beyrouth, le Hezbollah n'a ni missiles, ni munitions, ni rien.» Le Hezbollah ne contrôle pas le port et n'a aucune influence sur les autorités portuaires, a poursuivi M. Nasrallah. L'enquête révélera la vérité sur l'explosion. Il a appelé les Libanais à ne pas croire aux rumeurs.

L'explosion dans le port de Beyrouth a été utilisée afin de servir des intérêts personnels contre le Liban et sa souveraineté. La France, l'Allemagne et les Etats-Unis ont annoncé qu'ils n'apporteraient leur aide que si on entreprenait des réformes politiques fondamentales.

Les quelque 250 millions d'euros collectés par les Etats européens, les Etats-Unis et certains Etats du Golfe ne doivent pas être remis au gouvernement et à ses institutions, mais à la population civile et aux organisations non gouvernementales. Il faut impérativement une enquête internationale et indépendante et

elle sera entreprise, selon cette déclaration. Heiko Maas, ministre allemand des affaires étrangères qui a visité les décombres du port de Beyrouth, peu après le président français Emmanuel Macron, a remis, de façon ostentatoire, un chèque d'un million d'euros à la Croix-Rouge libanaise. Dans une telle situation, on ne pouvait pas humilier plus clairement le gouvernement, le président et le peuple d'un pays. David Hale, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Beyrouth, à présent Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires politiques au Département d'état américain, est arrivé en avion quelques heures seulement après M. Maas. Il a été suivi par la secrétaire d'Etat à la Défense française, Florence Parly.

D'autre part, la Chine, la Russie et l'Iran ont offert leur aide mais en gardant clairement un profil bas sur le plan politique. La compétition pour le Liban est en marche entre l'Europe et les Etats-Unis. La France veut reconstruire le port de Beyrouth, l'Allemagne veut prendre en charge l'approvisionnement en électricité (pour Siemens), et les Etats-Unis veulent établir la frontière maritime du Liban avec Israël de sorte qu'Israël – et donc les entreprises américaines –

puisse avoir davantage d'accès aux gisements de gaz de la Méditerranée orientale qu'à ceux dont ils ont légalement droit. Les pays européens veulent empêcher l'arrivée de nouveaux flux de réfugiés et utiliser des millions à cette fin pour s'assurer que les gens restent dans leur pays et y survivent d'une manière ou d'une autre.

Comme cela se produit depuis des décennies, le Liban lui-même, en tant qu'Etat souverain, est ignoré et affaibli par les acteurs étrangers. Leurs partenaires de longue date – élites politiques et clans – qui se sont formés et ont été renforcés sous le mandat français (1920-1943) doivent être remis en selle au sein d'une nouvelle constellation de pouvoir, à condition qu'ils soient prêts à assumer les exigences de la «société civile» soutenue par l'Occident. Le Hezbollah, qui n'a fait son apparition qu'au début des années 1980 à titre de force de résistance à l'occupation israélienne, ne devrait pas en faire partie. Il doit être marginalisée et encore plus combattu à titre de principal responsable de la situation au Liban.

Le Pays du Cèdre doit se soumettre aux règles du FMI visant à privatiser les entre-

prises publiques et à mettre fin aux subventions de l'Etat. Des dizaines de milliers d'employés et travailleurs de l'Etat encore en activité à ce jour perdraient leur emploi et ne trouveraient pas de nouveau travail car il n'existe au Liban ni industrie digne de ce nom ni production agricole. Par exemple, les coûts de l'électricité, qui sont aujourd'hui subventionnés, seraient démultipliés pour les consommateurs ordinaires. Le banquier Riad Salamé, directeur de la Banque centrale libanaise depuis 1993 et responsable du pillage criminel des comptes privés de la population libanaise, devrait cependant demeurer hors de portée de la justice en tant que «ligne rouge» imposée selon la volonté des Etats-Unis.

Avec l'explosion dans le port de Beyrouth, le Liban s'est effondré sous un lourd fardeau. Mais plutôt que d'aider et de donner au pays une marge de manœuvre pour un nouveau départ, on assiste à une intervention extérieure. Ce que les gouvernements de Paris, Berlin et Washington vendent par le biais des médias comme «coopération» et «solidarité» n'est en effet rien d'autre que du sel versé sur les plaies à vif du Liban. •

Votation populaire fédérale du 27 septembre 2020 sur l'initiative de limitation et pour une immigration modérée

Arrêtons la tactique du salami pour intégrer la Suisse à l'UE

Oui à une réglementation indépendante des affaires suisses

par Marianne Wüthrich

Le 7 août, la presse suisse diffuse que le Conseil fédéral «prend fermement position contre l'initiative de limitation», à grand renfort de photos montrant quatre conseillers fédéraux bien décidés à «passer à l'offensive» contre l'initiative.¹

Décidément, la question ne doit pas être anodine, si elle pousse même les conseillers fédéraux à transformer leur devoir d'information objective en véritable tournée de propagande. Karin Keller-Sutter qui a placé, il y a quelques temps déjà, la lutte contre l'initiative de limitation en tête de ses priorités a prévu intervenir à dix événements différents; Alain Berset couvrira la Suisse romande, et Ignazio Cassis fera également campagne pour un «non» à l'initiative populaire.

Pour commencer, distinguons ce que le texte de l'initiative dit réellement de ce qui relève librement des fantaisies diffusées par les prosélytes de l'UE. Ensuite, l'initiative doit être placée dans le contexte de la lutte de nombreux citoyens contre les forces de l'Etat et de l'économie, lesquelles s'associent ouvertement aux organes de l'UE dans le but de rapprocher toujours plus la Suisse de ce colosse bureaucratique antidémocratique. De ce point de vue, le rejet de l'initiative par une majorité de votants serait une énième tranche de salami visant à mettre en morceaux la structure étatique exceptionnelle de la Suisse. Mais surtout, un vote négatif ouvrirait la voie à la prochaine tranche, autrement plus épaisse, que le regroupement des prosélytes de l'UE observe comme le lapin fixant un serpent: l'accord-cadre institutionnel qui serait sur la table immédiatement après le 27 septembre.

Ce que l'initiative demande ...

En principe, elle demande simplement que l'initiative sur l'immigration de masse, adoptée par le peuple et les cantons le 9 février 2014 et inscrite depuis dans la Constitution fédérale, soit enfin mise en œuvre (voir le texte de l'initiative sur la limitation dans l'encadré). L'article 121a, alinéa 1 de la Constitution fédérale de 2014, affirmant que «la Suisse gère de manière autonome l'immigration des étrangers», est presque littéralement identique au projet d'article 121b, alinéa 1: «La Suisse règle de manière auto-

Libellé de l'initiative populaire
«Pour une l'immigration modérée (initiative de limitation)»:

<p>La Constitution est modifiée comme suit:</p> <p>Art. 121b Immigration sans libre circulation des personnes</p> <p>1 La Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers.</p> <p>2 Aucun nouveau traité international ne sera conclu et aucune autre nouvelle obligation de droit international ne sera contractée qui accorderaient un régime de libre circulation des personnes à des ressortissants étrangers.</p> <p>3 Les traités internationaux et les autres obligations de droit international existants ne pourront pas être modifiés ni étendus de manière contraire aux al. 1 et 2.</p>	<p>Art. 197, ch. 12</p> <p>12. Disposition transitoire ad art. 121b (Immigration sans libre circulation des personnes)</p> <p>1 Des négociations seront menées afin que l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes[3] cesse d'être en vigueur dans les douze mois qui suivent l'acceptation de l'art. 121b par le peuple et les cantons.</p> <p>2 Si cet objectif n'est pas atteint, le Conseil fédéral dénonce l'accord visé à l'al.1.</p>
---	--

nome l'immigration des étrangers». Tous deux interdisent tout traité international «contraire au présent article», qui «accorderait un régime de libre circulation des personnes à des ressortissants étrangers».

Selon l'article constitutionnel de 2014, les permis de séjour pour les étrangers doivent être limités par des maxima et des quotas annuels. Cette disposition, clairement compréhensible par tous, n'a pas été appliquée par le Conseil fédéral et le Parlement, au mépris de la volonté du peuple, «parce que Bruxelles n'était pas d'accord», un motif bien faible face à la violation de la Constitution par nos représentants politiques.

Et précisément puisque les initiateurs de l'époque étaient accusés de ne pas avoir clairement formulé ce que stipulait l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) si l'UE n'acceptait pas sa réalisation par la Suisse, la disposition transitoire règle désormais, de la manière la plus claire possible, la situation. En effet, dans le cadre des négociations avec l'UE, le Conseil fédéral doit suspendre l'ALCP dans un délai d'un an à compter de l'acceptation de l'initiative par le peuple, et en cas d'incapacité à se mettre d'accord, il doit le résilier dans un délai supplémentaire de 30 jours.

L'initiative de limitation du 27 septembre

OUP+ à une immigration modérée

www.initiative-de-limitation.ch

Affiche de vote pour l'initiative de limitation

... et ce que les opposants prétendent à tort

– «Si l'initiative était acceptée, les Accords bilatéraux I disparaîtraient» (Conseillère fédérale Keller-Sutter).²

Pensez donc! Ils ne disparaissent pas comme ça, malgré le prétendu couperet (surtout présenté par notre propre équipe!) selon lequel les six autres contrats expireraient six mois après la fin de l'Accord sur la libre circulation des personnes. Car bien qu'ils s'interdisent catégoriquement de l'admettre, les Etats membres de l'UE ont tout intérêt à préserver certains des traités qui sont d'une grande importance pour eux, en particulier l'Accord sur la libre circulation des personnes lui-même. Ils préféreraient certainement voir cet accord modifié plutôt que d'y renoncer complètement. Il est bien connu que, chaque année, beaucoup plus de travailleurs, d'étudiants, de professeurs (et leurs familles, compte tenu du regroupement familial) affluent en Suisse que l'inverse. A cela s'ajoutent chaque jour des centaines de milliers de frontaliers. L'ambassadeur sortant de l'UE à Berne, Michael Matthiessen, a beau répéter à chaque occasion sa célèbre phrase: qui veut un accès direct au marché intérieur doit également participer à la libre circulation des personnes.³ La Suisse le fait depuis des années et continuera volontiers de le faire, mais non sans limites!

– «Il y a aussi le risque qu'avec l'abandon des Accords bilatéraux I, les accords d'association à Schengen et Dublin soient également remis en question. Cela aurait d'autres conséquences, avant tout pour la sécurité et l'asile, mais aussi pour le trafic frontalier et notre liberté de voyager.» (Conseillère fédérale Keller-Sutter)

Dans le même esprit, l'ambassadeur de l'UE Michael Matthiessen affirmait: «La crise du coronavirus nous a montré ce que cela signifie quand on ne peut plus circuler librement en Europe. L'ouverture des frontières et la libre circulation des personnes présentent de nombreux avantages que nous considérons comme acquis».

Voilà la conseillère fédérale et l'ambassadeur de l'UE enclins à pratiquer un amalgame illicite: l'accord de Schengen/Dublin

Suite page 4

«En Europe, les jeux de pouvoir observés avant la Première Guerre mondiale se répètent»

Gagnants et perdants à Bruxelles

par Zoltán Kiszelly



Zoltán Kiszelly (Photo mad)

Dans le numéro 16 d'Horizons et débats du 4 août 2020, nous avons brièvement rendu compte des décisions prises par le sommet européen du 21 juillet. Zoltán Kiszelly est conseiller auprès du gouvernement hongrois. Il nous a fourni cet intéressant commentaire sur le sommet.

a fourni cet intéressant commentaire sur le sommet.

A Bruxelles, tous les pays membres ont gagné. Certains plus, d'autres moins. Ce sont les grands qui ont le plus gagné. L'Allemagne peut conserver son arrière-cour économique, l'UE, et reste donc dans la même catégorie de poids que la Chine et les Etats-Unis. Les Français ont obtenu l'Union de transfert comme antichambre du «ministre commun des finances». Les Italiens ont reçu davantage d'argent de sauvetage, tandis que les quatre frugaux se sont assurés des rabais plus importants. Les neuf Etats qui ne font pas partie de la zone euro doivent envoyer moins d'argent au Sud, et le plus important pour nous, Hongrois, c'est que nous avons gagné du temps, pendant lequel notre pays deviendra plus fort.

En Europe, les jeux de pouvoir observés avant la Première Guerre mondiale

se répètent. Comme jadis, les enjeux sont importants. L'Allemagne veut garder l'UE unie, et pour ce faire, elle doit s'attacher les deux grands Etats membres restants après le départ des Britanniques. Les Français décideront en 2022, les Italiens en 2023 au plus tard, non seulement de la composition de leur gouvernement, mais aussi directement de l'avenir de l'euro et de l'UE.

Car le Brexit a ouvert une alternative dont on ignore, certes, où elle va mener, mais qui représente bel et bien une alternative. A deux reprises, les Français s'en sont bien sortis avec les Anglo-Saxons, alors que l'accord de Napoléon III avec Bismarck a coûté à l'empereur français non seulement la couronne, mais aussi l'Alsace et la Lorraine.

Les Italiens commencent toujours les guerres avec l'Allemagne et les terminent avec les vainqueurs. Il ne faut pas sous-estimer la force de l'histoire!

Berlin n'aurait pas pu maintenir ces deux grands Etats membres dans la ligne de sa récente politique d'économie. Ainsi la chancelière Angela Merkel a confié le rôle du «méchant flic» au Premier ministre néerlandais Mark Rutte. Cela lui a permis à elle de se glisser dans le rôle de médiateur avec Emmanuel Macron, tout en consolidant l'axe franco-allemand, qui récemment montrait des divergences.

Cette médiation était plus souhaitée que jamais. Les réformes structurelles, nécessaires et attendues depuis longtemps, exigées par les pays du Nord en échange de leur argent, seraient balayées par les gouvernements euro-optimistes du Sud. Le soutien à M. Macron est déjà au plus bas, alors qu'en Italie, les chiffres des sondages pour les partis de droite se situent aux alentours de 50 %, avec des élections prévues cet automne dans sept des vingt régions du pays.

La partie sud de la zone euro sera encore maintenue à flot cette année grâce aux achats d'obligations par la BCE et au mécanisme Target-2. A partir de janvier 2021, le plan «Next Generation EU» et le nouveau budget de l'UE, qui viennent d'être adoptés, prendront le relais. En raison de ce calendrier, l'accord était si urgent que la chancelière M. Merkel était prête à faire presque n'importe quelle concession.

Tandis que la plupart des gens attendent avec impatience les subventions de sauvetage, Berlin et Paris sont rassurés de savoir que l'Union de transfert a fini par être validée.

Désormais, les Etats les plus pauvres peuvent être nourris par les plus riches, selon le modèle de la péréquation financière entre les Etats et d'autres mécanismes. Selon une autre interprétation, la redistribution s'est limitée à une année d'excédent commercial des Etats du Nord.

Pour rembourser la dette commune, le Parlement européen (PE) veut introduire de nouvelles recettes et taxes communes, qui pourraient bientôt être coordonnées par un «ministre européen des finances». Tout comme le PE a digéré l'abandon du modèle du meilleur candidat l'année dernière, il devrait accepter la réduction de son pouvoir politique en matière budgétaire. Après tout, pour compenser, les fonds destinés à Erasmus ou à la protection du climat pourraient être quelque peu augmentés.

Tant que les obligations européennes de facto de la zone euro+ restent un véritable emprunt ponctuel, il y a davantage d'arguments en leur faveur que le contraire. L'argent est distribué par Bruxelles, il doit être utilisé pour la numérisation, la production d'énergie climatiquement neutre, la compétitivité et pour des investissements. Et c'est une bonne chose.

On doit aux Etats de Visegrad et à Viktor Orbán, chef de gouvernement à la plus grande longévité aux côtés d'Angela Merkel et de Mark Rutte, qu'aucune condition idéologique arbitrairement interprétable n'ait été ajoutée aux objectifs économiques. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles la Hongrie, dont les tendances sont largement partagées, figure avec son Premier ministre parmi les grands gagnants de ce sommet européen. •

(Traduction Horizons et débats)

«Arrêtons la tactique du salami ...»

suite de la page 3

est l'un des Accords bilatéraux II n'ayant rien à voir avec la libre circulation des personnes. La liberté de voyager en Europe et le droit de vivre, de travailler et de bénéficier des prestations sociales dans un Etat sont deux choses complètement différentes. Par conséquent, si l'UE voulait suspendre Schengen/Dublin parce que la Suisse n'obéit pas ailleurs, ce serait contraire au droit et aux traités. Nous avons déjà une certaine expérience de ce genre de choses, et jusqu'à présent, le Conseil fédéral a toujours trouvé une façon intelligente de réagir aux actions illégales de Bruxelles.

– «Pour aggraver cette crise [du coronavirus], nous pouvons supprimer l'accès de nos entreprises au marché intérieur de l'UE. Cinquante pour cent de nos exportations vont vers l'UE!» (Conseillère fédérale Keller-Sutter)⁴

La conseillère fédérale a oublié d'ajouter le contexte que voilà: soixante pour cent de nos importations proviennent de l'UE! La base légale des échanges commerciaux entre la Suisse et l'UE est d'ailleurs avant tout l'accord de libre-échange de 1972, essentiel pour l'économie suisse. Mais sciemment, le Conseil fédéral n'en parle jamais, car sa «modernisation», c'est-à-dire son ajustement pour le rendre UE-compatible et sa subordination à la juridiction de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) a déjà été planifiée dans l'accord-cadre prévu.⁵

– Le Conseil fédéral et les partenaires sociaux ont «beaucoup entrepris pour que la main-d'œuvre nationale reste compétitive». (Conseillère fédérale Keller-Sutter)

Elle mentionne ensuite la seule disposition, minime, conservée après la mise en œuvre UE-compatible de l'initiative contre l'immigration de masse par le Parlement, à savoir l'obligation pour les employeurs d'annoncer les postes (mais uniquement pour les professions à fort taux de chômage) auprès des offices régionaux de placement (ORP) avant que les employeurs ne soient autorisés à rechercher des travailleurs directement à l'étranger.

– «Sans les travailleurs étrangers, les entreprises ne pourraient tout simplement plus traiter leurs commandes.» (Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers USAM)⁶

Cette formulation frôle le grotesque: comme si quelqu'un ne voulait plus de travailleurs étrangers! Les initiateurs et nous, citoyens, ne voulons ni expulser les étrangers vivant ici ni empêcher d'en laisser entrer d'autres, nous voulons simplement pouvoir décider à nouveau du nombre de nouveaux venus (comme nous le faisons aussi pour les citoyens, non-européens, de l'AELE).

– L'objectif des auteurs de l'initiative n'est pas de limiter l'immigration, mais «d'abolir les mesures d'accompagnement». L'initiative mettrait davantage de pression sur les salaires. (Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse USS)⁷

Plus de pression sur les salaires? Pas plutôt moins de pression, si moins d'immigrants entrent en concurrence avec la main-d'œuvre intérieure (suisse et étrangers)? Quel est donc le degré d'absurdité autorisé, motivé plutôt, nous semble-t-il, par la seule raison qu'un socio-démocrate ne veut en aucun cas soutenir une initiative de l'UDC (parti suisse du centre)?

La Suisse est un petit pays!

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes (2007) avec l'UE, environ 75 000 personnes ont immigré en Suisse chaque année, soit un total de 1 million (pour un total d'environ 8,5 millions d'habitants aujourd'hui). Plus de 25 % de la population sont des ressortissants étrangers, soit davantage que dans la plupart des pays européens. Si l'immigration en provenance des Etats de l'UE devait continuer à ne pas être réglementée, nous aurions dans quelques années une Suisse à 10 millions d'habitants.

Peu importe, pense le groupe de réflexion Avenir Suisse: «Au vu de tels chiffres, celui qui craint la construction inéluctable sur les dernières zones de verdure du Plateau ou la menace qui plane sur les zones alpines non construites devrait s'essayer à la gymnastique

intellectuelle suivante: si l'on remplaçait Zurich par New York, Bâle par Londres, Berne par Berlin, Genève par Paris et Lugano par Barcelone, la Suisse aurait 24 millions d'habitants rien qu'en comptant ces métropoles prisées du monde occidental. Le territoire restant offrirait beaucoup d'espace pour le maintien de styles de vie traditionnels exempts du «stress lié à la densité urbaine», pour des terrains agricoles en suffisance, pour les zones de détente ainsi que les paysages de montagne faiblement peuplés. La question n'est donc pas de savoir si la Suisse supporterait 10 ou 11 millions d'habitants, mais plutôt comment gérer une densité de population accrue.»⁸

Pas très tentant, n'est-ce pas?

Dans leurs arguments, les initiants opposent à ces visions de l'avenir diverses raisons de poids, par exemple: un «oui» signifierait l'arrêt du bétonnage de la Suisse, la fin des embouteillages permanents et des trains saturés, ainsi que des logements moins chers. Il protégerait également le système d'aide sociale: aujourd'hui, 6 bénéficiaires sur 10 sont des étrangers.⁹

A vrai dire, les syndicalistes et les Verts devraient également se réjouir de ces arguments ...

Mais il reste de l'espoir, car l'auteur d'Avenir Suisse (think tank partageant souvent les vues néo-libérales), Lukas Rühli, déplore: «Il faut dire que le pays ne dispose pas des meilleures conditions préalables. En effet, le fédéralisme à petite échelle (26 cantons) et l'existence de près de 2300 communes disposant d'une large autonomie entravent un aménagement cohérent en espaces fonctionnels.»

Restons-en là! Il est préférable que nous, citoyens, continuions à organiser la Suisse nous-mêmes, sur une base de démocratie directe, de fédéralisme et d'autonomie des communes! Avec le moins possible de reprises de droit venu de Bruxelles et de jurisprudence venue de Luxembourg ...

Le grand test pour la prochaine votation populaire sur l'accord-cadre

Après l'initiative de limitation, revenons au gros morceau, l'accord-cadre institutionnel que Bruxelles et notre propre équipe de négociation veulent imposer au peuple suisse. Si quatre conseillers fédéraux s'associent aux dirigeants de tous les partis politiques (à l'exception de l'UDC, à l'origine de l'initiative) et à la plupart des associations économiques pour empêcher par tous les moyens un «oui» du peuple suisse le 27 septembre, c'est en raison de l'accord-cadre. Aujourd'hui déjà on brandit à l'électorat les inconvénients qui nous menaceraient depuis Bruxelles si nous osions accepter l'initiative de limitation. Ces inconvénients, et quelques autres en sus, nous serons aussi brandis avant le vote sur l'accord-cadre.

A en croire la déclaration de la conseillère fédérale Keller-Sutter du 22 juin, le vote sur l'initiative de limitation serait une «décision de principe», après quoi la Suisse devrait «soumettre une proposition [pour l'accord-cadre] à Bruxelles». Ladite «proposition» fait clairement référence à la généreuse injection de nombreux milliards dans le Fonds de cohésion

de l'UE, un point sur lequel insistait encore récemment l'ambassadeur Michael Matthiessen.¹⁰ Ajoutons en passant que la Suisse aurait payé la tranche suivante depuis longtemps si l'UE ne nous avait pas imposé des sanctions contraires au droit (la dernière en date étant l'exclusion des bourses de l'UE). C'est la seule raison pour laquelle le Conseil national et le Conseil des Etats ont jusqu'à présent suspendu le paiement.

Le fait est que si l'équipe de négociation suisse pouvait se rappeler de quel côté de la table elle doit s'asseoir, elle serait certaine d'en tirer plus que ce qu'elle a fait jusqu'à présent, à savoir moins que rien. Selon le président de l'UDC, Albert Rösti, l'approbation de l'initiative ne passerait pas sans quelques grincements, mais il estime que l'UE se montrerait coopérante pour trouver une solution consensuelle, car «les six traités concernés sur un total de plus de 120 [portant par exemple sur le transit des poids lourds, la recherche ou le commerce des produits agricoles tels que le vin et le fromage] sont plus importants pour l'UE ou au moins aussi importants qu'ils le sont pour nous.»¹¹

Le 27 septembre, nous, les Suisses, aurons l'occasion de tracer une ligne claire face à l'UE. Selon les termes des initiants: «la Suisse veut conclure souverainement avec d'autres Etats des accords qui bénéficient aux deux parties. Elle a besoin de main-d'œuvre étrangère, mais, en tant qu'Etat souverain, elle veut décider elle-même qui elle souhaite accueillir!»¹² Qu'y a-t-il de mal à cela? •

¹ Altermatt, Sven. Bundesrat zieht mit Grossaufgebot gegen Begrenzungsinitiative ins Feld – und erhält gar Schützenhilfe von der SVP. *CH Media* du 07/08/2020

² Washington, Oliver. Abstimmungskampf neu lanciert. Vereinte Front gegen die Begrenzungsinitiative. Conférence de presse. *SRF News* du 22/06/2020

³ Gafafer, Tobias. correspondant UE: «Der zweite Schweizer Kohäsionsbeitrag ist seit langem überfällig», in: *Neue Zürcher Zeitung* du 14/08/2020

⁴ Conférence de presse du 22 juin 2020 sur l'initiative de limitation, discours de la conseillère fédérale Keller-Sutter (<https://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/actualite/discours>)

⁵ Accord institutionnel, préambule et déclaration conjointe UE-Suisse sur les accords liés au commerce, p. 32-34 (https://www.dfae.admin.ch/dam/dfa/fr/documents/accord-inst-Projet-de-texte_fr.pdf)

⁶ Washington, Oliver. Abstimmungskampf neu lanciert. Vereinte Front gegen die Begrenzungsinitiative. Conférence de presse. *SRF News* du 22/06/2020

⁷ Washington, Oliver. Abstimmungskampf neu lanciert. Vereinte Front gegen die Begrenzungsinitiative. Conférence de presse. *SRF News* du 22/06/2020

⁸ Rühli, Lukas. Une Suisse à 10 millions d'habitants. Avenir Suisse du 19/09/2016 (<https://www.avenir-suisse.ch/fr/une-suisse-a-10-millions-dhabitants/>)

⁹ Oui à l'Initiative de limitation. Argumentaire (<https://www.initiative-de-limitation.ch/arguments-neu/>)

¹⁰ Gafafer, Tobias. correspondant UE: «Der zweite Schweizer Kohäsionsbeitrag ist seit langem überfällig», in: *Neue Zürcher Zeitung* du 14/08/2020

¹¹ Schäfer, Fabian; Surber, Michael. Eine Zuwanderung von ein paar zehntausend Personen im Jahr kann auch nach Annahme der BGI nötig sein. Interview avec Albert Rösti, in: *Neue Zürcher Zeitung* du 14/07/2020

¹² Oui à l'initiative de limitation. Les arguments en bref. (<https://www.initiative-de-limitation/les-arguments-en-bref>)

«Il est fondamental de mettre fin ...»

suite de la page 2

La politique doit devenir plus contrôlée ...

Pour la politique, un retour aux limites serait souhaitable: contribuer à accroître le bien-être de ses propres citoyens, surtout en offrant de bonnes conditions pour une vie de responsabilité personnelle, de libre développement de la personnalité et de dévouement au bien commun; ne pas causer de tort aux personnes d'autres pays; pouvoir se défendre contre d'éventuelles attaques d'autres personnes si le pire devait arriver; cesser de s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres Etats. La politique et l'Etat n'ont pas pour mission d'être le porte-parole de la conscience humaine. Une politique gouvernementale mondiale, unilatérale ou multilatérale, ne serait rien d'autre qu'une dictature mondiale.

L'évolution du monde a en effet atteint davantage déjà dans le passé, par rapport à l'état de notre monde moderne. Mais la quête au pouvoir de quelques-uns a provoqué une régression, même dans la politique mondiale: la Charte de Paris de novembre 1990, par exemple, adoptée par les Etats de l'OSCE, a fourni une bonne base en vue d'une coexistence prospère entre l'Est et l'Ouest après la fin de la Guerre froide. La Russie, également la Chine, par exemple, ont fait de nombreuses tentatives dans les années suivantes pour conclure des accords avec les Etats-Unis et leurs alliés en Europe visant à une coexistence égale dans un monde multipolaire.

... et s'abstenir de la pure recherche du pouvoir

Les Etats-Unis, en revanche, ont poursuivi la stratégie de la «seule puissance mondiale». On peut encore le lire dans le livre classique de 1999 par l'ancien conseiller américain de sécurité Zbigniew Brzezinski, «Le grand échiquier. La stratégie américaine de domination». Ce livre montre également que, du point de vue des Etats-Unis, l'accès à l'Europe de l'Est et au Proche et Moyen-Orient constitue le principal facteur d'affaiblissement de la Russie et de la Chine à long terme. Les paroles ont été suivies d'actes: l'expansion de l'OTAN vers l'Est, les cinq milliards de dollars américains pour la «démocratisation» de l'Ukraine, les nombreuses guerres au Moyen-Orient, le soutien des Etats-Unis aux Ouïghours radicaux, l'argent et les conseils pour le mouvement d'opposition à Hong Kong, tous ces incendies provoqués le long de la «nouvelle route de la soie» ... et ainsi de suite.

La question de savoir si les réactions de la Russie et de la Chine ont toujours été appropriées se discute. Mais ce qui est certain c'est que les deux pays préféreraient toujours accepter les offres de paix honnêtes des Etats-Unis et des Etats européens plutôt que de mener une nouvelle guerre froide. Depuis un certain temps, les deux pays s'intéressent avant tout à la reconstruction intérieure, et non pas à des aventures agressives.

Le fait que les Etats-Unis et l'Europe sont actuellement en déclin ne peut être imputé à d'autres Etats. La misère européenne ne consiste pas dans un manque d'armes, comme on le prétend sans cesse. Les Etats européens de l'OTAN dépensent à eux seuls beaucoup plus de fonds destinés à l'armement que la Russie, par exemple. Les dépenses de l'armement russes ont atteint, l'année passée, les 65 milliards de dollars tandis que pour la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, elles se sont élevées ensemble à 150 milliards de dollars. La misère européenne est son manque de politique réellement autonome. Une politique européenne autonome s'éprouvera par le fait que les Etats européens empruntent une voie plus propice, en maintenant de bonnes relations avec la totalité des Etats du monde, plus propice que celle, traditionnelle, d'accomplir, de manière directe ou indirecte, les impératifs dictés par les plans américains de confrontation.

Il appartiendrait à cette réorientation de se rendre compte de ce que les «deux poids deux mesures», caractérisant nos politiques et nos médias, composaient (et composent encore) une grande partie de la politique traditionnelle. Cette politique nous a conduits dans une voie sans issue. Recourir aux anciennes recettes n'y remédiera guère. •

¹ Ed. française: «Apeirogon», de Colum McCann, traduit de l'anglais par Clément Baude, Paris (Belfond) 2020, 512 p.

Sans accord-cadre, pas de connexion des applis contre le coronavirus?

mw. «Le coronavirus ne connaît pas de limites.» Ainsi débute la lettre adressée à Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, par quatre représentants du Bade-Wurtemberg au parlement allemand. Ils veulent que la Suisse puisse connecter ses applis de traçage à celles des pays de l'UE. Mais oui, bien entendu, où est le problème?

Selon l'ambassadeur sortant de l'UE à Berne, Michael Matthiessen, il manquerait à la participation suisse une base juridique: sans accord bilatéral sur la santé, pas de système d'alerte au coronavirus compatible avec l'UE pour la Suisse, et sans «progrès significatif» sur l'accord-cadre, pas d'accord sur la santé.¹

Les quatre politiciens, nos voisins outre-Rhin, s'opposent à un tel lien et demandent à la Commission européenne une coopération immédiate avec la Suisse en matière d'appli coronavirus. Dans leur lettre, ils font référence aux 300 000 frontaliers de France, d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche, parmi lesquels 46 000 du sud de l'Allemagne, qui franchissent chaque jour la frontière vers la Suisse. «Vivre et travailler de part et d'autre de la frontière

n'est pas l'exception mais la règle dans notre région, comme dans de nombreuses autres régions frontalières d'Europe, indépendamment de la frontière extérieure de l'UE», écrivent M. Schwab et ses trois collègues du parti CDU.²

Bravo! Reprenons la coopération simple et éprouvée avec nos pays voisins! Il est absurde de devoir conclure un accord formel avec le siège de l'UE pour chaque situation à laquelle on peut se voir confronté, accord qui serait ensuite intégré dans l'inquiétant accord-cadre. A terme, pratiquement tous les domaines du droit suisse seraient alors déterminés par Bruxelles et approuvés par la Cour de justice européenne.

Il est encore temps d'arrêter cette dérive.

¹ Gafafer, Tobias. correspondant UE: Der zweite Schweizer Kohäsionsbeitrag ist seit langem überfällig, in: *Neue Zürcher Zeitung* du 14/08/2020

² Hehli, Simon. Der Druck auf Brüssel steigt: Die Schweiz soll sich an die europäischen Corona-Apps anschliessen dürfen, in: *Neue Zürcher Zeitung* du 17/08/2020

Oui à une loi permettant «une cohabitation durable entre l'homme et le loup»

par Stefan Engler*, Conseil aux Etats PDC et co-président de la commission «OUI à la loi progressiste sur la chasse»

La révision de la loi sur la chasse permet de «mieux préserver différents animaux sauvages ainsi que leur environnement» tout en offrant «une solution pragmatique à la question du loup», déclare le conseiller aux Etats Stefan Engler. Le démocrate-chrétien des Grisons explique en détail pourquoi il invite les Suisses à voter «oui» le 27 septembre.

La loi actuelle sur la chasse date de 1985. Depuis, beaucoup de choses ont changé: les espèces protégées comme le loup ou le castor ont par exemple à nouveau augmenté ces dernières années. C'est réjouissant, il s'agit d'un bon signal en faveur de la nature et de la diversité des espèces en Suisse.

Toutefois, la hausse du nombre de loups, notamment, entraîne toujours davantage de conflits avec l'agriculture, le tourisme et la population. Une révision de la loi est donc nécessaire, afin de pouvoir réagir à ces variations et protéger plus efficacement les hommes et les bêtes.

La nouvelle législation permet de mieux préserver différents animaux sauvages ainsi que leur environnement. Elle offre égale-

* Stefan Engler a été membre du gouvernement cantonal des Grisons de 1998 à 2010 et a dirigé le Département de la construction, des transports et des forêts. Il est conseiller aux Etats pour les Grisons depuis 2011.

ment une solution pragmatique à la question du loup, qui a fait son retour en Suisse en 1995 et dont la population ne cesse de croître: en 2019, notre pays comptait environ 80 loups. Des loups s'attaquent aux moutons et aux chèvres, tuant 300 à 500 d'entre eux par année. Les troupeaux protégés par des chiens ou des clôtures ne sont pas épargnés, car les loups apprennent à les contourner. Et certains ne craignent plus les zones d'habitation. La révision de la loi sur la chasse vise à atténuer les conflits liés à la croissance de l'effectif des loups.

Une meilleure protection de la nature

La nouvelle législation apporte différentes améliorations pour la faune et son habitat. Les réserves et zones protégées où les animaux trouvent refuge, comme les corridors à faune, seront soutenues par des fonds supplémentaires. Dans l'ensemble de la Suisse, environ 300 passages pour les animaux sauvages seront préservés de tout obstacle afin d'améliorer la mise en réseau des milieux naturels. La Confédération et les cantons devront mettre en place des ponts et des tunnels lorsque ces corridors sont entrecoupés par une route ou une ligne de chemin de fer.

La Confédération soutient financièrement les cantons pour valoriser les habitats des ani-

maux sauvages et des oiseaux dans les quelque 80 réserves fédérales. Douze espèces de canards sauvages ne pourront plus être chassées. De plus, la bécasse des bois bénéficiera d'une plus longue période de protection. La loi oblige les cantons et les agriculteurs à ériger des clôtures respectueuses des animaux sauvages afin d'éviter autant que possible les accidents et les blessures. Ces mesures profitent à la diversité des espèces: elles contribuent à préserver l'habitat naturel des animaux sauvages et à protéger la nature.

Une solution pragmatique pour le loup

La révision permet aux cantons de réguler la population de loups avant que ceux-ci ne s'attaquent aux moutons et aux chèvres. Cet animal reste toutefois une espèce protégée. L'objectif de cette innovation est de maintenir une certaine crainte du loup face aux hommes et aux habitations, d'éviter les dommages dans les troupeaux et de diminuer ainsi le nombre de conflits.

La responsabilité de la mise en œuvre de la régulation des espèces incombant désormais aux cantons est un élément central de la nouvelle loi. Ces derniers connaissent les zones dans lesquelles évoluent le gibier et les meutes, ils participent à la protection des troupeaux et sont en contact avec les personnes

lésées. Surtout, ce sont les gardes-chasse cantonaux qui sont responsables d'effectuer les tirs en cas de besoin. Ceux-ci n'interviennent que lorsque les mesures de protection contre les dommages ne sont plus suffisantes.

Les cantons sont tenus d'épuiser toutes les actions préventives possibles avant d'envisager une régulation. Lorsque des meutes de loups se forment, nous savons désormais par expérience que les mesures de protection ne permettent pas d'éviter les dégâts. Les loups apprennent vite à contourner les stratégies de sécurisation des troupeaux. Afin qu'ils continuent à craindre les habitations et les dispositifs de protection, il faut avoir la possibilité d'abattre certains spécimens.

L'élevage au pâturage est l'un des modèles les plus écologiques et il doit pouvoir perdurer dans les vallées de montagne. Lorsque c'est possible et raisonnable, les troupeaux doivent être protégés par la mise en place de mesures appropriées par les agriculteurs. Les chasseurs aussi doivent s'adapter à la présence de nouveaux concurrents et à la nature du terrain.

La révision législative soumise au peuple suisse pose le cadre d'une cohabitation durable entre l'homme et le loup. Elle mérite notre soutien. C'est pourquoi je dis «oui» avec conviction à la nouvelle loi sur la chasse!

En quoi consiste la loi sur la chasse?

par Monika Fry

Tout comme la population de l'animal héraldique des Grisons, le bouquetin, est sujet à une régulation, il devra être possible, selon la nouvelle loi sur la chasse, de réguler également la population des loups, afin que l'agriculture de montagne et des alpages, la randonnée et bien d'autres choses demeurent possibles. Ce raisonnement passe sous silence une évidence: si les loups continuent de se reproduire comme ils le font actuellement, de nombreux éleveurs risquent d'abandonner leur activité parce qu'ils sont à la merci du phénomène et ne peuvent pas protéger leurs animaux des attaques, malgré les mesures de protection du troupeau. Les éleveurs sont attachés à leurs animaux et ils sont écœurés de trouver leurs bêtes, qu'ils doivent souvent «délivrer» après les attaques de loups, gravement blessées dans leurs pâturages. Au premier semestre 2020, déjà 120 animaux de rente ont été tués dans le seul canton des Grisons tandis qu'en 2016, il y en avait 50 par semestre. Toutefois, il ne s'agit là que des pertes dans les cas clairement prouvés. Les animaux qui fuient, décrochent, ou ne sont plus retrouvés à la suite d'attaques de loups ne figurent pas dans ces statistiques. Deux nouvelles meutes de loups ont été détectées, en peu de temps, dans le canton des Grisons, d'autres suivront inévitablement. Personne ne peut imaginer ce qu'il signifierait d'abandonner les paysages de mon-

tagne cultivés au fil de siècles. Lorsque tout sera embroussaillé, les belles prairies de montagne et notre vaste réseau de sentiers de randonnée seront voués à disparaître. Ce n'est que grâce au travail constant des agriculteurs alpins et au pâturage des moutons, des bovins et des chèvres que les nombreux accès aux Alpes restent accessibles pour nous.

A plus long terme, la propagation du loup signifie qu'en plus de la perte de pâturages alpins pour les animaux d'estivage, perte due à l'embroussaillage, le paysage culturel caractéristique pour les loisirs, la détente et le tourisme, ainsi que la biodiversité végétale et animale seront autant menacés. Même l'OFEV (Office fédéral suisse de l'environnement) affirme que si la loi sur la chasse est adoptée, les populations de loups continueront à augmenter. La nouvelle loi soumise au vote n'est donc en aucun cas une «loi d'abattage», comme l'intitulent les associations de protection de l'environnement, mais plutôt une intervention judicieuse pour permettre aux humains et aux animaux sauvages de vivre ensemble. •

Au cours de quelques jours des loups ont tué un grand nombre d'animaux dans le seul canton des Grisons:



Office de la chasse et de la pêche

21 août 2020 **Splügen: un loup tue deux moutons**

Pendant la nuit du 19 au 20 août, un loup a tué deux moutons sur la Stutzalp. Le troupeau était protégé. Les moutons tués se trouvaient à env. 700m en dehors de l'enclos protégé.

17 août 2020 **Obersaxen/Mundaun: un loup tue trois moutons**

Le 16 août, un loup a tué trois moutons sur l'alpage Gren. Le troupeau était protégé. Les moutons tués se trouvaient à env. 600m en dehors de l'enclos protégé.

17 août 2020 **Medel (Lucmagn): un loup tue deux moutons**

Le 16 août un loup a tué deux moutons sur l'alpage Gannaretsch. Le troupeau était protégé. Les moutons tués se trouvaient à environ 150m - 400m en en dehors de l'enclos protégé.

16 août 2020 **Surses: un loup tue un mouton**

Le 15 août 2020, un loup a tué un mouton à Ziteil. Le mouton se trouvait en dehors des barrières.

16 août 2020 **Splügen: un loup tue quatre moutons**

Le 15 août, un loup a tué quatre moutons sur la Stutzalp. Le troupeau était protégé. Les moutons tués se trouvaient à env. 700m en dehors de l'enclos protégé.

15 août 2020 **Pontresina - Val Roseg / Clavadels: un loup ronge un veau**

Le 14 août, au sein d'un troupeau de vaches allaitantes, un veau nouveau-né a été trouvé fortement rongé. C'est probablement un loup qui était à l'origine des faits. Des investigations ultérieures ont été mandatées.

15 août 2020 **Vals: un loup tue un mouton**

Pendant la nuit du 14 au 15 août, un loup a tué un mouton sur l'alpage Calasa à Vals. Les animaux de ferme étaient protégés. Le mouton tué se trouvait en dehors des barrières.

Loi fédérale sur la chasse – les plus importantes modifications prévues

Loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (Loi sur la chasse, LChP) Modification du 27 septembre (extraits)

Art. 7a Régulation des espèces protégées

1 Les cantons peuvent, après avoir entendu l'OFEV, prévoir la régulation des populations:

- de bouquetins: durant la période allant du 1^{er} août au 30 novembre;
- de loups: durant la période allant du 1^{er} septembre au 31 janvier;
- d'autres espèces protégées que le Conseil fédéral définit comme pouvant être régulées.

2 Ces régulations ne doivent pas mettre en danger l'effectif de la population et doivent être nécessaires pour:

- protéger des biotopes ou conserver la diversité des espèces;
- prévenir des dégâts ou un danger concret pour l'homme, ou
- préserver des populations sauvages adaptées au niveau régional.

3 La Confédération alloue aux cantons, sur la base de conventions-programmes, des aides financières globales pour les frais de surveillance et de mise en œuvre des mesures de gestion des espèces visées à l'al. 1.

Art. 12, al. 2, 4, 5 et 6

2 Ils [les cantons] peuvent ordonner ou autoriser à tout moment des mesures contre certains animaux protégés ou pouvant être chassés, lorsqu'ils présentent un comportement attirant l'attention, causent des dégâts ou constituent un danger pour l'homme. Seuls des personnes titulaires d'une autorisation de chasser ou des organes de surveillance peuvent être chargés de l'exécution de ces mesures. Il n'y a pas de droit de recours [à l'exception du loup] au sens de l'art. 12 de la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage-contre des décisions qui concernent des animaux pouvant être chassés.

4 Abrogé

5 La Confédération encourage et coordonne les mesures des cantons visant à prévenir les dommages causés par:

- les grands prédateurs aux animaux de rente;
- les castors aux bâtiments et installations d'intérêt public et aux chemins de desserte pour les exploitations agricoles ou aux berges jouant un rôle important pour la sécurité contre les crues;

c. les loutres aux installations de pisciculture.

6 Elle peut charger des collectivités de droit public ou des particuliers d'exécuter les tâches visées à l'al. 5 contre rémunération.

Art. 13 al. 4 et 5

4 La Confédération et les cantons participent à l'indemnisation des dommages causés par certaines espèces protégées à la forêt, aux cultures et aux animaux de rente, à condition que des mesures raisonnables aient été prises pour prévenir ces dommages. Après avoir consulté les cantons, le Conseil fédéral détermine les espèces protégées et fixe les conditions d'indemnisation.

5 La Confédération et les cantons participent, en sus de l'al. 4, à l'indemnisation des dommages causés par les castors aux bâtiments et installations d'intérêt public, aux infrastructures de transport privées ainsi qu'aux berges si leur dégradation ne permet plus de garantir la sécurité contre les crues. Les indemnités ne sont versées que si des mesures raisonnables ont été prises pour prévenir ces dommages.

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Jean-Daniel Urben

Peter Küpfer

Rédaction et administration

Case postale, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.- frs/ 108.- euros

ISSN 1662 - 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La République populaire de Donetsk: la voie d'un non-Etat en dehors des frontières du mondialisme

par Miroslava Dimitrova



Miroslava Dimitrova
(Photo ODDR)

Débutant le 27 juillet 2020 à minuit, un cessez-le-feu complet et global a été convenu par l'Ukraine, la Russie et l'OSCE, dans le cadre du groupe de contact trilatéral. Le cessez-le-feu doit se maintenir jusqu'au règlement complet du conflit armé dans l'est de l'Ukraine.

La République populaire de Donetsk (RPD) a qualifié cette étape de «percée». La Russie a également réagi positivement à la négociation de ces mesures. Pour la première fois, cet accord a également été signé par l'Ukraine.

Le respect des accords de Minsk est-il le but ultime que les républiques du Donbass s'efforcent réellement d'atteindre? Quelle vision ont-ils de leur avenir? Sur ces questions et bien d'autres, nous avons organisé des entretiens à Donetsk, notamment avec M. Alexei Muratov, chef du Comité exécutif central du mouvement social «République de Donetsk», M. Alexei Polovyan, ministre du développement économique de la RPD, et avec le président de la Chambre du peuple, M. Alexander Koffman.

La République populaire de Donetsk s'est déclarée république indépendante en 2014, après le référendum national organisé la même année. Depuis lors, elle est soumise à un blocus politique et économique international et isolée du reste du monde. Bien que la République ait créé sa propre constitution basée sur le principe de la souveraineté populaire et ait commencé à construire son propre système social, la communauté internationale ne reconnaît pas son choix. Malgré le fait que

* Miroslava Dimitrova, née à Sofia (Bulgarie), diplômée en économie, journaliste, présidente de l'association «Oplot Bulgaria», se trouve actuellement à Donetsk où elle se voit refuser le départ jusqu'à nouvel ordre en raison de la fermeture des frontières de la Fédération de Russie et de l'Ukraine.

la République présente toutes les caractéristiques d'un contrôle étatique sur le territoire, d'un système administratif doté d'un appareil d'Etat efficace et, de facto, d'une souveraineté, elle ne reçoit pas de reconnaissance diplomatique internationale et ne peut donc pas devenir, de iure, un sujet de relations internationales. Comme dans le cas des autres Etats non reconnus de l'ère post-soviétique, la communauté internationale adopte une position stricte plaçant le principe de l'inviolabilité des frontières au-dessus du principe du droit à l'autodétermination.

Le redressement socio-économique de la République populaire de Donetsk

Malgré l'isolement international et le conflit militaire en cours, la République populaire de Donetsk, au cours de ses six années d'existence, a non seulement établi l'Etat de droit avec des institutions indépendantes et la séparation des pouvoirs, mais a également développé une économie basée sur le principe de l'Etat-providence, une évolution qui fait de cette république non reconnue un pionnier de la résistance actuelle au mondialisme.

Le modèle de gouvernement politique de la République populaire est démocratique, mais sans la participation de partis politiques, c'est un Etat-nation qui fonctionne en dehors du système de la mondialisation et, malgré la guerre, avec un certain succès économique.

Modèle politique de la République populaire de Donetsk

Selon la constitution adoptée le 14 mai 2014, la République populaire de Donetsk est une république sociale démocratique régie par l'Etat de droit. La forme de gouvernement peut être décrite comme une république présidentielle. Il n'y a pas, en RPD, de partis politiques actifs. Les fonctions des partis politiques sont assurées par des organisations sociales. Les plus grands d'entre eux sont la «République de Donetsk» et le «Donbass libre».

Denis Pushilin est le leader du mouvement «République de Donetsk» et le chef d'Etat de la République populaire de Donetsk. Le rôle des mouvements sociaux dans la vie politique de la République est décrit dans l'interview

avec Alexei Muratov, le chef du Comité exécutif central du mouvement public «République de Donetsk».

Miroslava Dimitrova: M. Muratov, pourriez-vous nous expliquer brièvement le modèle de gouvernement de la RPD? Dans l'Europe moderne, nous ne connaissons pas de gouvernement sans la participation des partis politiques. Quels sont les avantages de ce modèle par rapport au modèle politique de la démocratie libérale?

Alexei Muratov: A quoi servent les partis politiques? Les partis politiques se battent principalement pour le pouvoir. Nous n'avons pas besoin de pouvoir. Le mouvement public diffère des partis politiques en ce sens qu'il s'agit d'une association de personnes qui se sont réunies pour trouver une solution commune aux objectifs et aux tâches de la société. Les mouvements sociaux ont vu le jour en 2014, lorsque nous nous sommes unis pour décider de notre future voie. C'est à cette époque que le coup d'Etat militaire et le Maidan ont eu lieu. Les gens sont sortis en public et ont décidé que notre avenir, notre voie, devait être l'intégration à la Fédération de Russie. Aujourd'hui, le mouvement social «République de Donetsk» compte plus de 210 000 militants, ce sont principalement des personnes ayant une vie active qui, de leurs propres mains, créent l'ordre, construisent l'Etat et des ponts vers la Fédération de Russie, conformément aux décisions que nous avons prises en 2014.

Avez-vous un modèle, un exemple du passé que vous aimeriez imiter, ou le modèle de gouvernement de la république est-il un pionnier historique?

Il existe suffisamment d'exemples de gouvernements populaires. Aujourd'hui, nous avons une République populaire. Selon la Constitution, le peuple est la source du pouvoir. Au sein du mouvement, nous avons une variété d'activités, mais surtout nous donnons aux gens les outils nécessaires pour l'autorégulation, c'est-à-dire l'instrument de la démocratie. Nous avons éga-

lement des projets intéressants comme le contrôle public où les gens eux-mêmes ont la possibilité de participer au sein de l'Etat et de contrôler les autorités. Nous travaillons avec toutes les catégories de citoyens – avec les personnes âgées ainsi qu'avec les jeunes, avec les étudiants, avec les soldats, avec toutes les autres catégories. Nous avons une constitution ce qui signifie que le pouvoir, le gouvernement, vient du peuple. En Occident, le pouvoir est entre les mains des partis politiques, de sorte que le peuple n'est pas au centre des décisions. Les partis politiques représentent les intérêts de certaines catégories de la société. Là-bas, les décisions sont prises dans les cercles de la direction. Nous, en revanche, avons un mouvement social. Dans notre pays, tous les citoyens participent à l'organisation publique et peuvent prendre activement des décisions sur toutes les questions.

Le développement économique de la République

La République populaire de Donetsk est un pays industriellement très développé. Les événements de ces dernières années ont entraîné une forte baisse de la production industrielle. Les problèmes liés à la destruction des infrastructures et au manque de fonds de roulement entravent le développement technologique de l'économie. Cependant, il nous reste l'industrie métallurgique, la production de coke ou de produits à base de coke, la fabrication de certains types de produits techniques, l'industrie alimentaire, l'industrie chimique et certains types de matériaux de construction. Nous demeurons compétitifs dans ces domaines. En 2019, la République a enregistré une croissance économique selon un certain nombre d'indicateurs économiques.

La République populaire de Donetsk est un Etat providence. La santé et l'éducation sont gratuites, les ressources minérales et les terres agricoles appartiennent à l'Etat et aux municipalités. Le blocus économique international est un obstacle au développement de l'économie nationale. Toutefois, des efforts sont faits pour accroître la croissance économique, pour attirer les investisseurs étrangers afin de garantir des emplois, pour maintenir et construire des infrastructures et pour développer le pays.»

Nous avons discuté avec le ministre du développement économique de la RPD, Alexei Polovyan, des plans de développement de l'économie de la République.

Quels sont les principaux objectifs de la stratégie de développement économique de la RPD?

Alexei Polovyan: Dans les conditions actuelles, l'objectif principal de la République est d'améliorer le bien-être de la population. Il faut envisager d'augmenter la productivité de l'économie, d'utiliser efficacement le capital humain, les ressources innovantes, technologiques et naturelles pour la production de biens et de services. Aussi devons-nous résoudre les problèmes de modernisation de la production et assurer un développement durable de l'économie de la République en tant que source principale d'une meilleure compétitivité de l'économie.

Quel est le rôle de l'Etat-providence dans l'économie de la RPD?

L'idée de l'Etat social est au cœur même de la formation de notre République, ce qui est confirmé par

– des loyers stables et des services municipaux de qualité en faveur de la population au cours des cinq dernières années;

– une augmentation du salaire moyen qui est actuellement plus de deux fois supérieure à celle de 2016, y compris les salaires des travailleurs des secteurs de l'éducation et de la santé.

«Le RPL* et le RPD** méritent une chance»

hd. Nous avons demandé à un expert suisse de commenter le texte de Miroslava Dimitrova à propos de la situation en Ukraine et dans le Donbass. Il nous a communiqué les points suivants:

- «Des promesses de respecter le cessez-le-feu négocié à Minsk ont été faites à plusieurs reprises dans le passé, et elles n'ont pratiquement jamais été respectées pendant plus de deux semaines. Le nouvel engagement du 27 juillet dure maintenant depuis plus de trois semaines. Il ne fait aucun doute que l'armée ukrainienne est également responsable des violations du cessez-le-feu. Toutefois, en raison de la situation incertaine en matière de sécurité, Kiev a toujours retardé la mise en œuvre des dispositions politiques des accords de Minsk. Aujourd'hui, Selenski est sous pression pour agir.
- L'absence de partis politiques dans la République populaire de Donetsk (RPD) est le résultat d'une profonde méfiance à l'égard du système des partis établis, qui a été mis en place en Ukraine bien avant 2013. La corruption omniprésente et le cirque politique des oligarques en étaient la cause, et cela prévaut encore aujourd'hui. Il existe également des forces qui prônent la démocratie directe. Alexander Sachartschenko, ancien président de la RPD est tué lors d'un attentat à la fin du mois d'août 2018, avait manifesté sa sympathie à cet égard.

- Le Donbass est très riche en ressources naturelles, notamment en charbon et en acier. Il existe également un grand savoir-faire dans le domaine de la métallurgie, notamment dans la production d'alliages très élaborés. L'ingénierie mécanique est également une industrie forte. Même avant 2013, les habitants du Donbass ont critiqué le fait suivant: leur région génère une partie considérable des recettes fiscales de l'Ukraine dont la majeure partie des ressources financières est dirigée vers l'Ukraine occidentale en négligeant l'infrastructure du Donbass. Entre-temps, une grande partie de l'économie a grand besoin d'être réhabilitée et n'est pas rentable. La destruction de l'industrie et des commerces est devenue partie intégrante de la guerre ukrainienne contre le Donbass. Le blocus économique total de l'Ukraine contre les Républiques populaires de Donetsk (RPD) et de Lougansk (RPL) entrave gravement le développement économique.
- En particulier, les districts de Petrovski et Trudovski, au sud-ouest de Donetsk, construits autour d'un certain nombre de mines, ont été sous le feu de l'artillerie presque quotidiennement jusqu'au 27 juillet 2020. L'affirmation du gouvernement ukrainien, circulant régulièrement, selon laquelle les rebelles ouvriraient le feu sur leurs propres zones résidentielles ou qu'une tierce partie en était responsable, n'a jamais été étayée de manière crédible.
- Le bombardement des zones résidentielles, l'interruption de l'approvisionnement en eau et en électricité, la

chasse aux sorcières contre les «éléments antipatriotiques» et d'autres mesures prises par le gouvernement ukrainien rendent le retour des républiques populaires sous contrôle ukrainien très irréaliste. Le système judiciaire ukrainien, corrompu et politiquement motivé, fait également craindre que toute personne issue des républiques rebelles puisse être arrêtée à tout moment pour des motifs politiques et traînée devant un tribunal. Le bilan désastreux des autorités policières ukrainiennes en matière de droits de l'homme parle de lui-même.

- L'armée ukrainienne, avec ses combats dans le Donbass, frôle quotidiennement la frontière des crimes de guerre. Dans des cas individuels, les crimes de guerre peuvent également être prouvés. Les coups portés aux entreprises fournissant des biens vitaux à la population font également soupçonner une guerre systématique contre la population des républiques populaires. Vu sous cet angle, il est difficile de comprendre comment l'Occident courtise aujourd'hui Selenski et, dans le passé, Porochenko.
- Il est difficile de savoir si les républiques populaires de Donetsk et de Lougansk dépassent l'Ukraine dans leurs efforts de promouvoir la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme, mais aussi dans la lutte contre la corruption, la criminalité et d'autres maux, en raison du manque d'informations en provenance de ces pays. Cependant, la barre n'est pas vraiment placée très haut. La RPL et la RPD méritent une chance.»

* République populaire de Lougansk
** République populaire de Donetsk

«La République populaire de ...»

suite de la page 6

En outre, les dirigeants de la République prévoient d'améliorer toujours le bien-être de la population. A partir de cette année, les salaires des employés du secteur public, des retraités et d'autres groupes socialement défavorisés seront progressivement augmentés.

La République accorde également beaucoup d'attention aux jeunes et leur garantit le droit à l'enseignement supérieur.

La République démontre également les fonctions d'un Etat social dans son programme d'aide humanitaire et de protection de l'environnement pour les régions du Donbass contrôlées par l'Ukraine. Des services médicaux et éducatifs gratuits sont fournis, des prestations sont versées aux anciens combattants et aux familles séparées, les invalides, les enfants handicapés dont les familles sont pris en charge.

Le capital humain est une ressource importante de la richesse nationale et une source de transformation positive de l'Etat. La République populaire de Donetsk est dans une phase active de reconstruction des secteurs clés de l'économie nationale et d'augmentation des taux de production.

Les changements positifs sont rendus possibles précisément grâce au fort potentiel de travail ainsi qu'intellectuel de nos habitants, à leur amour pour leur patrie et au désir de préserver et d'accroître la richesse de la terre du Donbass.

Vivre en temps de crise

Le 12 février 2020, cinq ans se sont écoulés depuis la signature de l'accord de Minsk II. L'année dernière, de nombreuses propositions de solution au conflit du Donbass, telles que la formule *Steinmeier* et la résolution de Munich, ont été discutées. Au début de cette année, la situation dans la région et les progrès des accords de Minsk ont été débattus au Conseil de sécurité des Nations unies, et des pourparlers ont eu lieu au sein du Format Normandie – Russie, Allemagne, France,



Des mineurs dans la mine de charbon de Zasljadko. (Photo ODDR)

Ukraine. Un autre accord de cessez-le-feu a été conclu entre les deux parties le 21 juillet.

Cependant, on entendait des bombardements quotidiens depuis la ligne de front, à environ 5km de la ville, pendant mon séjour à Donetsk. La ville elle-même est calme et sûre, mais les nouvelles quotidiennes du front et les rapports de l'OSCE montrent qu'il ne se passe pas un jour sans qu'il y ait des bombardements et des dommages aux maisons, aux infrastructures, des blessures aux civils et aux soldats.

Interrogés sur l'efficacité de l'accord de Minsk, nos interlocuteurs ont répondu ainsi.

Alexei Muratov: pour nous, l'accord de Minsk est avant tout un divorce civilisé de l'Ukraine. Nous avons déjà fait notre choix en 2014. Afin d'être reconnu par tous les autres pays, nous avons maintenant Minsk. Avec cet algorithme, nous confirmons notre droit à l'autodétermination et notre décision prise en 2014. Notre choix, c'est la Russie.

Alexander Koffman: Avez-vous entendu l'explosion ce matin? C'est le son du gouvernement ukrainien actuel. Sous la direction de Selenski, il y a davantage de

victimes parmi la population qu'à la même période l'année dernière sous la direction de Porochenko. C'est pourquoi je ne crois pas à la rhétorique pacifique de l'Ukraine, et je ne crois pas que nous puissions être d'accord avec eux sur quoi que ce soit. Selenski est une marionnette, il ne prend pas de décisions indépendantes. Il avait tout: la plus haute cote de popularité (72%), la majorité à la Verkhovna Rada (Parlement), un gouvernement qu'il a pu former lui-même; il avait vraiment tout. Il aurait pu mettre fin à la guerre. Mais il ne l'a pas fait jusqu'à présent. Par conséquent, nous ne pouvons pas considérer Selenski comme un sujet de procédures judiciaires internationales.

Les accords de Minsk étaient nécessaires en 2014 car ils ont stoppé l'avancée des troupes ukrainiennes et mis fin aux pertes massives de la population civile. Toutefois, il n'est pas possible de mettre en œuvre les accords de Minsk pour l'Ukraine, car cela entraînerait le démantèlement complet de l'Ukraine.

Le choix du Donbass

Le nombre de pays non reconnus dans le monde augmente; toutefois, la communauté

internationale ne discute pas activement du problème pour le résoudre. La République populaire de Donetsk est-elle en train de devenir un point d'attraction central pour les forces antimondialistes et un précédent pour la première république autoproclamée reconnue? Selon Alexander Koffman, président de la Chambre du peuple de la RPD, l'Europe est appelée à reconnaître le choix de la RPD: «L'utilisation d'armes non conventionnelles telles que le gaz, les armes nucléaires et les bombes au phosphore est interdite dans le monde entier. Au vu des pertes européennes à cause du nazisme il y a 75 ans, je suis convaincu que l'Europe ne reviendrait jamais à ce type d'armement, mais nous devons clairement comprendre que l'Ukraine utilise ce type d'armement – un génocide contre son propre peuple. Et tant que l'Europe ou les Etats-Unis ne s'en rendront pas compte et ne considéreront pas ceci comme criminel, ils seront eux-mêmes des criminels contre l'humanité.»

Une grande partie de la population de la RPD possède déjà un passeport russe, le russe étant la langue officielle de la république et l'unité de paiement est le rouble. Le choix de Donetsk est la Russie, et le pays a délibérément choisi cette voie. Le Donbass a déterminé sa propre appartenance à la sphère d'influence russe. Alors que le système de valeurs russe est basé sur des principes tels que la continuité historique des générations, la préservation, la diffusion et le développement de la culture nationale, l'éducation au patriotisme, l'Etat démocratique et social, pour une grande partie de l'Europe, ces valeurs ont déjà été oubliées.

Les négociations pour un cessez-le-feu sont en cours, mais l'essentiel reste la reconnaissance du choix civilisationnel d'un peuple. Un choix qui rend impossible l'intégration inverse dans un système politique et économique mondialiste et pro-libéral comme celui qui prévaut actuellement en Ukraine. La question de savoir si l'Europe acceptera le choix des habitants de Donetsk est plutôt improbable du point de vue actuel. Mais le succès de cette république non reconnue peut être un pas en avant dans la victoire sur le mondialisme dans le monde. •

(Traduction *Horizons et débats*)Courrier  des lecteurs

Ce que nous apprennent les lacunes de la presse

Récemment, le *Redaktionsnetzwerk Deutschland (RND)*, une filiale du groupe de médias *Madsack* de Hanovre, qui se considère avec 200 employés comme un portail d'information suprarégional, nous a donné une leçon au sujet de la «presse à lacunes». Quel est l'évènement? Pendant les graves émeutes de Portland, dans l'Oregon, les magasins ont été pillés, les vitrines et les marchandises ont été détruites, les propriétaires de magasins qui voulaient protéger leurs biens ont été traînés dans les rues et battus. Le gouvernement fédéral n'est pas intervenu pendant longtemps et s'est replié sur sa position déclarant que seuls les services de police locaux étaient autorisés à opérer dans l'Oregon. Finalement, des forces spéciales sans emblème ont été envoyées pour arrêter les émeutes.

Un employé du RND avait apparemment lu des courriers des lecteurs dans le «Los Angeles Times» traitant de cette question. Un lecteur¹ *David L. McDaniel* de Capistrano Beach, a écrit: «La destruction de biens étrangers n'est pas une manifestation pacifique. C'est une émeute. [...] Je soutiens le droit de réunion pacifique, mais [...] en tant que citoyen américain, je suis malade et dégoûté de la façon dont ces voyous sont courtisés par les politiciens locaux. L'apaisement ne fonctionne pas.» En tant qu'Allemand intéressé par l'évènement, de telles descriptions peuvent vous rappeler les pogroms de novembre 1938, au cours desquels la police est également restée sans rien faire pendant que des hommes, pour la plupart en uniforme de la SA, commettaient des actes de violence et de destruction les plus graves. Henryk M. Broder, qui a établi ce parallèle après les émeutes de Stuttgart, ayant eu lieu à peu près à la même époque) a cependant été violemment attaqué et comparé à Goebbels («... il égalise la stature d'un ministre de la Propagande» etc.

Une deuxième courrier de lecteur² du «Los Angeles Times», de *Lois Winsen*, San Diego, déclare: «Je suis assez âgée pour me souvenir de la façon dont Hitler a envoyé ses voyous en bottes de cuir pour commettre ce que nous appelons aujourd'hui la nuit du pogrom. Le monde a regardé avec horreur les Juifs être traînés dans les rues et battus. [...] Maintenant, la Maison Blanche fait quelque chose de similaire – en envoyant des forces spéciales du gouvernement central pour semer le chaos et la pagaille!»

Le RND a seulement appelé par téléphone la deuxième lectrice en transformant l'appel téléphonique en un article, imprimé sous le titre «Avoir 94 ans et être plus inquiet que jamais: les avertissements de la vieille Mme Winsen» par plusieurs journaux locaux, entre autres à Kiel, à Lunenburg et à Weisswasser en Saxe. Le fait que l'omission de la lettre du premier lecteur crée un message complètement faux au niveau du contenu et donne l'impression que les unités spéciales de *Trump*, comme les SA à l'époque, auraient pillé et détruit des magasins et attaqué des gens, était évidemment voulu afin de provoquer exactement ce parallèle! Même un rapport lacuneux peut servir un certain objectif.

Hansjörg Rothe, Leipzig (DE)

¹ To the editor: Destroying property is not a peaceful protest. It is rioting. If anything, the federal government has held back in its response to the rioting in Portland and other cities where there is no longer civil discourse. I support the right to peacefully assemble but not to destroy people and property. As a U.S citizen, I am tired and disgusted with the coddling of these rioters by local politicians. Appeasement never works. It is seen as weakness by anarchists. Remember, feeding the tiger never works because the tiger eventually comes for you. (*David L. McDaniel*, Capistrano Beach)

² To the editor: I am old enough to remember when Hitler sent his jackbooted thugs out on what became known as Kristallnacht. The world watched in horror as Jews were dragged out into the streets and beaten. Hitler's purpose was to create chaos and discrimination, to flex the muscles of the right-wing fascists who made up his base, and to stay in power. Now the White House is doing something similar: sending out specialized federal units to wreak havoc and create chaos and discrimination and flexing the muscles of Trump's own white-supremacist base. It is unspeakable that this travesty is allowed to remain. First he came for the immigrants from Mexico. Then he came for refugees from the Middle East and Central America. Now he's coming for cities with Democratic leadership. Whose freedoms will come under attack next? (*Lois Winsen*, San Diego)

(Traduction *Horizons et débats*)

L'euro: une monnaie nous causant des souffrances

J'aimerais soutenir l'article du professeur *Hamer* dans *Horizons et débats* n° 16 du 9 août 2020 par quelques réflexions.

L'achat conjoint d'obligations par les 27 Etats membres de l'UE pour un montant de 750 milliards euro nous montre de plus en plus combien ce Politburo à Bruxelles est peu démocratique. Après tout, la centrale de Bruxelles veut naturellement savoir comment l'argent est investi dans les pays respectifs de manière prospective ou avec les bonnes priorités politiques et ensuite contrôlé. Ce sont des pays qui sont loin de Bruxelles, y compris de leurs citoyens, de l'Estonie au Portugal ou de l'Irlande à la Grèce.

Lars Feld, le chef des sages économiques, surenchère cette tendance en voyant l'UE en passe de devenir un Etat fédéral en affirmant que «les pays ne sont plus en mesure de prendre eux-mêmes leurs responsabilités». *Marcel Fratzscher*, président de l'Institut allemand de recherche économique, joue également le même rôle et salue les achats d'obligations comme une étape vers l'union fiscale (selon l'«Oberbergische Volkszeitung» du 22 juillet 2020).

Tout cela nous montre que l'UE instrumentalise la crise de Corona pour saper la souveraineté des Etats nations. L'Europe est

un continent qui compte de nombreux pays très différents. Les citoyens de ces pays se sont constitués en 27 Etats différents. C'est le droit naturel des personnes ayant la même culture, tradition, histoire et langue, ou même une volonté commune, de s'unir pour former une communauté sous la forme d'un Etat de droit, d'une république, et de refuser toute forme de domination extérieure. La souveraineté d'un Etat constitutionnel démocratique comprend également la souveraineté budgétaire sous sa propre responsabilité en tant que droit royal des parlements nationaux.

En particulier, mais pas seulement dans les pays du Sud, de graves problèmes structurels tels que le surendettement des budgets publics, le chômage élevé et le manque de compétitivité sont apparus bien avant la pandémie de Corona. Ceux-ci ont été créés par la douloureuse monnaie commune qu'est l'euro, accompagnée de la dette communautaire. Si les monnaies nationales avaient été maintenues, la Grèce, par exemple, aurait pu retrouver sa compétitivité en dévaluant la drachme.

Werner Voß, Wiehl (DE)(Traduction *Horizons et débats*)

Hiroshima et Nagasaki

75^e anniversaire de l'horreur atomique

par Manuel García Fonseca, Espagne

Il y a quelques mois, un couple de Japonais est venu nous voir. Ce couple vivant à Hiroshima accompagne volontairement des visiteurs au musée et au centre-ville, où eut lieu une des plus grandes atrocités du XX^e siècle. C'était une expérience profonde de passer quelques jours avec des survivants d'Hiroshima sachant montrer l'horreur tout en encourageant à la régénération physique, surtout morale des habitants d'Hiroshima. Ne pas oublier, informer, se dévouer à cette tâche sont des actions qu'ils mènent avec sérénité et une grandeur morale contagieuses. Selon eux, une seule force pouvait rendre impossible la répétition de cette horreur: la Paix.

Chaque année, à l'occasion de la date de cette sombre commémoration, les événements catastrophiques d'Hiroshima et de Nagasaki sont évoqués au travers de manifestations émouvantes en vue de rendre hommage aux victimes – dans le style, il est vrai, comme si tout avait été un accident de l'histoire. Cela risque de faire oublier qu'il s'agit d'un acte délibéré, commis en toute connaissance de cause et au mépris total de la souffrance humaine.

Les Etats-Unis ont justifié cet acte de terrorisme monstrueux en renvoyant la culpabilité sur les Japonais en présentant cet acte comme un mal nécessaire pour un avenir meilleur. Cependant, ni les gens innocents se trouvant chez eux n'étaient coupables ni un monde meilleur n'a été réalisé; au contraire, des millions de victimes ont souffert des douleurs terribles et subi des souffrances inutiles, certains d'entre eux souffrant encore des conséquences et mourant des effets tardifs des radiations.

Lisant et écoutant les commentaires habituels dans les grands médias, je les trouve prédéfinis et peu convaincants au point que je me sens obligé d'exposer mes vues, profondément différentes.

Lors d'un passage à Gijón, j'ai eu la chance de rencontrer l'historien américain *Gabriel Jackson* et de l'entendre commenter un de ses livres les plus intéressants et exhaustivement documentés, intitulé: «Civilización y Barbarie en la Europa del Siglo XX» (Civilisation et barbarie en Europe au XX^e siècle). J'ai trouvé très importantes ses réflexions sur le terrible événement. Ils m'ont amené à adopter, moi

aussi, un point de vue très différent de celui qui prévaut aujourd'hui, celui des gouvernements américains et répété jusqu'à nos jours.

Tout d'abord, il est frappant de voir que les grands médias parlent de la journée de commémoration d'Hiroshima tout en mentionnant à peine, le lancement, trois jours plus tard, de la deuxième bombe atomique sur la population civile de Nagasaki, sans donner au gouvernement japonais la moindre chance de reconsidérer sa position face à cette action d'une horreur sans précédent.

Pour M. Jackson, les actes les plus barbares du siècle ont été ceux perpétrés par le nazisme et le stalinisme et les deux bombes atomiques larguées sur des villes. L'arme nucléaire cruelle a été délibérément utilisée contre la population civile afin d'obtenir le plus grand effet possible, c'est-à-dire le plus grand nombre possible de morts civiles (aujourd'hui, le nombre de victimes a atteint plus de deux millions de morts), afin de créer la plus grande terreur possible. M. Jackson expose, dans le livre mentionné, une analyse critique détaillant les différentes justifications officielles de ce génocide de cette opération nucléaire dissuasive, (pour lequel il y avait des options alternatives, capables de ménager les populations civiles). La revendication de la reddition inconditionnelle ayant servi aux Américains de justification à l'emploi de la bombe nucléaire ne les a pas empêchés d'accepter finalement la principale condition sur laquelle les Japonais avaient insisté: la non-obligation pour l'Empereur d'abdiquer et l'interdiction d'être jugé comme criminel de guerre. Si cette condition avait été acceptée au préalable, le gouvernement japonais aurait capitulé même sans bombardement atomique.

Cependant, il serait injuste et erroné de blâmer le peuple américain de cette décision. La démocratie américaine est dominée, avertissement prononcé par M. *Dwight Eisenhower* lui-même, par le complexe militaro-industriel. Je cite, dans ce contexte, les impressionnantes réflexions finales de l'analyse de M. Jackson:

«Pour moi, en tant qu'Américain en fonction de cartographie militaire à l'époque, cela m'a semblé être un crime de guerre. Depuis lors, je n'ai jamais lu d'explication convain-

cante en réponse à la question pourquoi «ce test» n'aura pas pu s'effectuer dans une zone inhabitée ou peu peuplée, pour sauver des vies humaines et non pas seulement celles des soldats américains. Dans les circonstances particulières d'août 1945, l'emploi de la bombe atomique a montré qu'un chef de gouvernement, psychologiquement tout à fait normal et élu lors d'élections démocratiques, était capable de recourir à cet arme exactement de la même manière que l'aurait fait le dictateur nazi. Etudiant les différences morales dans le comportement des différents systèmes de gouvernement, on ne peut écarter l'idée qu'en lâchant les bombes atomiques, les Etats-Unis ont réduit le fossé entre le fascisme et la démocratie.»

Une seconde observation quant aux idées centrales diffusées par les principaux médias officiels et dirigeants est celle de la menace que ferait peser sur l'humanité l'utilisation éventuelle d'armes nucléaires par d'autres pays, en particulier ceux du Tiers Monde. On parle du danger nucléaire émanant du fait que la Russie, le Pakistan, l'Inde ou, surtout, la Corée du Nord ou l'Iran disposent de l'arme nucléaire. Le pays qui, indépendamment des accords internationaux, est le plus exposé au risque d'utilisation de l'arme nucléaire, à savoir Israël, n'est pas souvent mentionné dans ce contexte. Ce même mutisme médiatique règne également face aux opinions et aux inclinations de hauts responsables politiques et militaires des Etats-Unis à faire emploi de l'arme nucléaire comme moyen de dissuasion. Et tout cela face au fait que le gouvernement qui a consciemment et délibérément pris la décision de commettre l'effroyable génocide n'a jamais dû répondre, ni sur le plan juridique ni moral, de ses actes.

Il ne suffit pas de se souvenir des victimes; on ne peut pardonner les bourreaux tant qu'ils continuent à justifier ce qui ne trouve pas de justification, tant qu'ils ne demandent pas pardon aux victimes et ne reconnaissent pas le caractère horrible et arbitraire de leurs actes. En mesurant ce qu'ils signifiaient pour l'avenir de l'humanité, de la justice et de la paix.

(Traduction *Horizons et débats*)

La cloche de la paix sonne aussi à Volgograd

Chaque année, le 6 août, le musée panoramique de Volgograd «Bataille de Stalingrad» organise une célébration à la mémoire des civils de la ville jumelée d'Hiroshima, morts lors du bombardement atomique de 1945. Aujourd'hui, à l'occasion du 75^e anniversaire de l'un des jours les plus terribles de l'histoire de l'humanité, la cloche de la paix, qui a été offerte à Volgograd par la ville d'Hiroshima, a de nouveau sonné dans la ville héroïque. Le président de la Douma de la ville de Volgograd, *Vladlen Kolesnikov*, et le président du département régional de Volgograd de la Fondation russe pour la paix, ainsi que les citoyens d'honneur de Volgograd et d'Hiroshima, *Yuri Starovatykh*, ont assisté à l'événement.



La cloche de la paix au Musée-panorama de Volgograd. (Photo ville de Volgograd)

Après que la cloche ait sonné trois fois à 8h15 – au moment où la bombe a été larguée sur la ville japonaise d'Hiroshima le 6 août 1945 – les participants à la cérémonie ont honoré la mémoire des victimes du bombardement atomique par une minute de silence. Des fleurs fraîches étaient alors déposées au pied de la cloche.

«Il y a soixante-quinze ans, la bombe atomique sur Hiroshima a anéanti une ville entière – y compris les zones résidentielles, les familles, les personnes âgées et les enfants. Stalingrad a également connu toute l'horreur de la guerre pendant la Seconde Guerre mondiale. Notre ville est devenue le théâtre de la bataille la plus atroce de l'histoire de l'humanité ayant été détruite jusqu'au sol. Un pareil destin tragique a relié Volgograd et Hiroshima et, en 1972, il a servi de base à la signature de l'accord d'amitié et de coopération. Depuis lors, cette amitié n'a pas été interrompue, une des rues centrales

de Volgograd portant le nom d'Hiroshima», a déclaré *Vladlen Kolesnikov*.

Le président de la Douma de Volgograd souligné que Volgograd et Hiroshima sont aujourd'hui unies en travaillant pour un monde plus paisible. Volgograd occupe la vice-présidence de la plus grande organisation internationale vouée à ce but, «Maires pour la paix», basée à Hiroshima. L'un des plus importants projets communs des villes dans le domaine de la diplomatie publique est la Conférence internationale de la jeunesse pour un avenir pacifique.¹ «Ensemble avec nos partenaires d'Hiroshima et d'autres villes, nous nous prononçons contre la guerre et nous y persévérons. Nous ferons tout notre possible pour que les nouvelles générations n'aient jamais à vivre des tragédies comme celles d'Hiroshima et de Stalingrad. C'est pourquoi l'alarme de la paix retentit à nouveau aujourd'hui à Volgograd», a déclaré *Youri Starovatykh*.

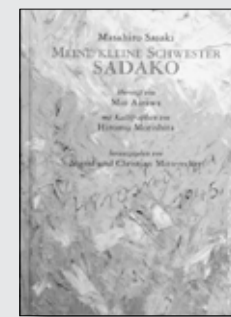
Cette année, les cérémonies de commémoration du 6 août seront limitées au monde entier en raison de la pandémie du coronavirus. Par conséquent, aucun représentant d'Hiroshima n'a pu assister à la cérémonie de commémoration à Volgograd. Pour compenser, un message vidéo sera envoyé à la ville jumelle japonaise.

Les 6 et 9 août 1945, deux bombes atomiques ont été larguées sur les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki. L'explosion et la contamination radioactive subséquente de la région ont tué environ 300 000 personnes. Ce fut, ensemble avec les bombes larguées sur Nagasaki, la première et la dernière utilisation d'armes nucléaires dans l'histoire. Dix ans plus tard, le 6 août 1955, Hiroshima a accueilli la première conférence mondiale pour l'interdiction des armes nucléaires; la ville elle-même est devenue un symbole éternel de la lutte contre les armes de destruction massive. La communauté internationale célèbre la journée d'Hiroshima en tant que Journée mondiale pour l'interdiction des armes nucléaires. Le monde doit se souvenir de la tragédie humaine et unir les efforts des communautés mondiales pour prévenir les guerres en premier lieu, voilà le message principal diffusé, dans le monde entier, par cet acte de commémoration.

¹ Cette année, des jeunes de sept villes du monde entier se sont réunis dans un flash mob vidéo; ils avaient tous une grue en origami pliée dans du papier en signe de solidarité; selon la culture japonaise, les ailes de la grue transportent les âmes au paradis.

Source : www.volgsovet.ru/d1d0/Activity/PressRelease/i18126 du 06/08/2020

(Traduction ville de Volgograd/*Horizons et débats*)



ISBN 978-3-85252-643-0

Victimes de la bombe atomique (poème de la mère)

Le 6 août 1945, 8h15

Nous étions quatre,
Masahiro, quatre ans,
Sadako, deux ans,
grand-mère et moi.
Ils avaient annoncé, à 7h30 du matin,
la fin de l'alerte aérienne,
soulagées, nous nous étions
assises pour le petit déjeuner.
Un éclair aveuglant.
L'onde de choc secoua la maison,
les murs s'effritèrent en craquements,
d'énormes nuages de poussière dans la pièce,
embrumant tout.
J'appelai mes enfants.
Masahiro rampa vers moi depuis la table.
Sa tête couverte de sang.
Où était Sadako?
Aucun signe de Sadako.
Je la cherche désespérément, m'orientant vers
sa voix criarde.
Je la retrouve, terrassée sur la boîte à
charbon par le choc,
sanglotant convulsivement, mais sans
égratignure aucune.
Dans la main gauche de grand-mère,
une baguette.
Ah, nous sommes toutes vivantes!
Fuyons! Vite, grand-mère! Nous sortîmes de
la maison en courant.
Dehors, toute la ville en flammes!
Prenant les deux enfants par la main,
le sac à l'épaule,
je cours avec grand-mère comme des folles
sur les toits nivelés
vers la rivière Ota.
Nous avons marché et marché,
esquivant les gens,
et ceux gisant morts sous les maisons
effondrées,
évitant les regards
des gens errant avec la peau brûlée et
relâchée.
Toute la ville
en fuite,
une mer de feu,
pleine de cadavres et de puanteur.
Me maudissant que je vivais toujours.
Et grand-mère de dire, subitement, qu'elle
avait oublié
quelque chose dans la maison ...
Les deux enfants sur les bras,
je n'ai pas pu l'arrêter,
Elle y retourna. Les flammes de plus en plus
hautes.
C'était la dernière fois que je l'ai vue, grand-
mère.
Nous continuons à courir toutes les trois,
nous accrochant les unes aux autres
comme des folles.
Au pont Sanjo, nous rencontrons quelqu'un
que nous connaissons,
l'homme nous laisse monter sur son bateau.
En un instant, les deux bords sont submergés
de personnes à la quête d'aide
et de cadavres.
Il ne pouvait plus remettre le bateau en
marche.
Il n'y avait rien d'autre à faire que d'attendre
jusqu'à ce que le feu s'éteigne
et de vider le bateau se remplissant d'eau.
Vers dix heures, une pluie noire s'abattit sur
nous.
Le lendemain
nous allions chercher les cendres des os blancs
de grand-mère.
Grand-mère mourut dans l'étang devant
la maison,
elle y avait cherché refuge contre les flammes.
Dans le temple de Kabermachi
On nous donna ce qu'on avait sauvé de mon
cousin.
La bombe atomique nous a fait perdre
douze vies. (p. 22-26)
(Traduction *Horizons et débats*)
*Sadako mourut 1955 des suites de la leucémie,
maladie de la bombe atomique